



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Chers électeurs, chères électrices,

En juin 2024, vous prendrez une décision capitale. Une décision qui aura un impact sur l'avenir de nos sociétés et de notre planète. Votre vote déterminera la direction que prendra l'Union européenne pour les cinq prochaines années. Chers citoyens, chères citoyennes,
Chers

L'enjeu de ce vote est vital. En votant, vous déciderez si nous prenons des mesures communes pour améliorer la qualité de vie, protéger les droits et les libertés qui nous sont chers et faire de l'Europe une force de paix et de justice dans le monde. Il s'agit d'un moment décisif - nous sommes à un tournant de notre avenir.

Ces dernières années, nous avons traversé ensemble beaucoup de difficultés.

Les jeunes, qui se sont battus pour faire de la crise climatique une priorité de l'agenda politique, ont ensuite été touchés de plein fouet par la pandémie. Alors qu'ils se savaient confrontés à un avenir difficile, ils ont été privés d'années cruciales d'enseignement et n'ont pas pu vivre leurs premières expériences professionnelles dans des conditions normales.

L'offensive lancée par Poutine, qui a plongé l'Ukraine dans une guerre sans précédent, a également provoqué en Europe une crise énergétique, dont les répercussions touchent les familles et les personnes âgées, qui rencontrent des difficultés pour se chauffer correctement.

Les femmes, la communauté LGBTQIA+ et les groupes racisés n'ont cessé de voir leurs droits menacés par le virage à droite, voire à l'extrême-droite emprunté par de nombreux gouvernements européens.

Pendant ce temps, le coût de l'inaction climatique n'a cessé d'augmenter.

Dans ce contexte difficile, vous êtes nombreux et nombreuses à vous inquiéter quant à votre présent et votre avenir.

L'extrême-droite se sert de ce climat d'inquiétude pour instaurer un retour en arrière. Elle propage la haine tout en reportant la faute sur les personnes qui ont besoin de notre soutien. Les solutions qu'elle propose sont de fausses solutions. Pour lutter contre ce sentiment d'impuissance qui nous envahit, mieux vaut faire preuve d'écoute et de courage que de se laisser aller à la rancœur.

La crise climatique reste le défi de notre génération. Si nous parvenons à construire une société plus écologique, nous viendrons également à bout des injustices et des inégalités qui la polarisent. Nous devons agir pour répondre à cette urgence climatique, contrairement aux conservateurs et à l'extrême-droite qui relèguent le problème au second plan.

Chaque jour, le coût de notre inaction s'alourdit. Alors que nous savons pertinemment que le recours aux énergies renouvelables permettrait de réduire le montant des factures, nous continuons à nous tourner vers les énergies fossiles, qui sont nettement plus coûteuses.

Alors que nous connaissons les effets de la pollution sur notre corps, nous ne faisons rien pour lui offrir de l'air pur et un environnement sûr.

Alors que nous savons qu'une alimentation saine devrait être accessible à tout le monde, elle reste un luxe que certaines personnes ne peuvent pas s'offrir.

Alors que nous vivons au rythme des incendies et des inondations, le réchauffement climatique s'intensifie et les écosystèmes sont gravement menacés.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Il est temps de se réveiller et de choisir le changement.

Nous ne pouvons plus cumuler les crises.

Des solutions existent. Il suffit d'avoir assez de courage pour les mettre en place.

C'est pourquoi, en ces temps d'incertitude et d'anxiété, nous portons fièrement l'espoir et la détermination.

Pour relever les défis de notre époque, l'Europe a besoin d'un pacte vert et social.

Nous faisons le choix de l'ambition. Le pacte vert et social permettra de répondre à l'urgence de la crise climatique et environnementale. Nous investirons le montant des subventions qui sont aujourd'hui dédiées aux combustibles fossiles dans les énergies renouvelables, la nature et la biodiversité. Grâce à cet argent public, nous pourrons construire un cadre de vie plus sain et garantir à nos enfants un avenir vivable.

Nous faisons le choix d'une vie plus sûre. Le pacte vert et social permettra de lutter contre la crise du coût de la vie, puisque nous investirons dans des biens et des services publics essentiels à tous. Nous investirons également dans des logements abordables pour faire baisser les loyers, dans la rénovation des habitations pour réduire le montant des factures d'énergie et dans les transports publics pour rendre les trajets domicile-travail plus abordables. En investissant intelligemment dans les services publics, nous pouvons réduire considérablement le coût de la vie quotidienne.

Nous faisons le choix de la prospérité. Le pacte vert et social permettra de construire une économie dynamique et compétitive, en créant des millions d'emplois verts à la pointe de l'industrie. Nous proposons un plan d'investissement massif pour financer les industries et les infrastructures vertes dans l'ensemble de l'Union européenne. Loin d'être une notion abstraite, la transition écologique se matérialise par de nouvelles lignes ferroviaires, de nouvelles usines, de nouvelles opportunités pour vous et votre communauté.

Le pacte vert et social va de pair avec une Europe inclusive et démocratique, qui protège les droits de tous ses citoyens et citoyennes.

Nous faisons le choix de la liberté. Nous défendons une Europe de la démocratie, du féminisme et des droits de l'Homme. L'Europe est notre bouclier. Elle doit établir des lois pour faire respecter les droits fondamentaux et lutter contre la discrimination. Tant que tous les citoyens et citoyennes ne pourront pas vivre leur vie en toute autodétermination, nous poursuivrons nos efforts, sans relâche.

L'Europe n'est pas une île. Notre projet pour l'UE va de pair avec notre engagement de garantir la sécurité, la paix et la justice partout dans le monde.

Nous faisons le choix de l'ouverture. Nous travaillerons sans relâche en coopération avec nos partenaires pour construire un monde plus juste. Nous soutiendrons l'Ukraine dans sa lutte pour la liberté. Nous nous attaquerons aux racines du conflit et de l'injustice, en nous appuyant sur l'influence et les ressources de l'UE pour lancer le pacte vert et social. Nous croyons fermement que les citoyens et citoyennes de toute l'Europe méritent un avenir sûr, sécurisé et prospère.

Ensemble, nous pouvons y parvenir.

La famille des Verts n'a jamais été aussi grande. Elle n'a cessé de se diversifier et de s'étendre. Elle compte aujourd'hui des membres aux quatre coins de l'Europe. Les Verts ont des sièges dans de nombreux ministères, de la Lettonie à l'Espagne, ainsi que dans de nombreuses mairies, de Zagreb à



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Lyon. Chaque jour, nous agissons, nous cherchons des solutions. Nous améliorons les conditions de vie et protégeons le climat et l'environnement.

Nous devons maintenant passer à l'étape supérieure. Il est temps de former la prochaine majorité au Parlement européen. Il est temps de progresser et d'agir. Nous pouvons construire une société plus juste et un avenir viable pour notre planète.

Nous proposons une alternative pour l'Europe. Vous n'avez plus à choisir entre le statu quo, qui a déjà échoué, ou la réaction de l'extrême droite. Vous avez le choix de l'espoir.

Faites le choix du pacte vert et social.

Faites le choix des droits fondamentaux et de la démocratie.

Faites le choix de la paix, des droits de l'Homme et de la justice, partout dans le monde.

Seule la voix unie du Parti Vert Européen permettra d'atteindre ces objectifs. Nous sommes le seul parti à placer l'ambition climatique, la justice sociale ainsi que la protection des droits fondamentaux et de la démocratie au cœur de l'Union européenne.

L'histoire montre que lorsque l'Europe se mobilise, elle peut tout accomplir. Soutenue par les citoyens et les citoyennes, ainsi que par différents mouvements, notre approche de la politique est simple : proposer aujourd'hui des solutions qui garantiront des lendemains meilleurs.

Nous sommes prêt-e-s, et nous sommes convaincu-e-s que vous aussi. Ensemble, faisons de cette Europe une réalité.

Votez pour les Verts.



CHAPITRE I : LE COURAGE DE DONNER LA PRIORITÉ À LA PLANÈTE ET AUX PERSONNES - NOTRE PACTE VERT ET SOCIAL POUR L'EUROPE

Jamais la facture d'électricité de Maria n'a été aussi élevée que l'hiver dernier. Une facture compliquée à régler avec un seul revenu et deux enfants à nourrir. Elle travaillait dur, trop dur même, mais ce n'était jamais assez.

Elle n'aurait pas pu s'en sortir seule, mais elle n'était pas seule. Le conseil municipal a ouvert une garderie communautaire, projet qui était à l'étude depuis des années. Maria s'est ensuite vu accorder une subvention au titre du pacte vert et social, ce qui lui a permis de mieux isoler son logement. Grâce à la nouvelle ligne de bus, la quantité d'essence qu'elle consommait chaque semaine a considérablement diminué.

En clair, si la société considère nos luttes quotidiennes comme des problèmes communs, nous pouvons les résoudre ensemble. Grâce au pacte vert et social, nous pouvons transformer des vies comme celle de Maria - comme les nôtres. Nous pouvons nous offrir une vie quotidienne plus sûre, plus heureuse et plus saine, avec des factures d'énergie réduites, des aliments sains à des prix abordables et de l'air pur dans nos villes et nos villages.

La justice climatique et la justice sociale sont indissociables.

L'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée. La planète est en état d'urgence. Les conséquences désastreuses de la crise climatique sur nos existences et nos moyens de subsistance (maisons inondées, exploitations agricoles ruinées) ne cessent de s'aggraver.

Les scientifiques et les activistes appellent au secours, nous les entendons. Nous devons agir de toute urgence pour mettre fin à la destruction des écosystèmes et à l'extinction des espèces.

En agissant aujourd'hui pour le climat, nous prendrons des mesures qui bénéficieront à l'ensemble de la société et qui garantiront une meilleure qualité de vie pour les années à venir. Ces mesures permettront de protéger la nature qui nous entoure.

L'inaction ne profitera qu'aux plus riches, qui tirent profit des combustibles fossiles. Si nous ne faisons rien, ce sont les plus vulnérables qui devront en supporter les coûts.

Le niveau de vie des citoyens et citoyennes en Europe a été sévèrement touché ces dernières années. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, ce qui provoque chez des millions de personnes un sentiment d'insécurité. Là encore, ce sont les plus vulnérables qui en souffrent le plus.

Pourtant, les inégalités croissantes et l'injustice économique ne datent pas d'hier. Pendant des décennies, les ultra-riches s'en sont tirés en payant peu d'impôts, tandis que les services publics ont été réduits.

Les emplois sont devenus plus précaires et trop de personnes ont dû quitter leur lieu de résidence pour trouver un travail décent.

Rien de tout cela n'est normal. Rien de tout cela n'est inévitable.

Nous avons le courage d'agir en conséquence.

Nous devons résoudre ces problèmes maintenant. Ce n'est pas à la prochaine génération de s'en occuper.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Nous aurons besoin d'investissements pour lutter contre la crise du coût de la vie et les inégalités économiques, tout en protégeant le climat et en restaurant la nature. C'est pourquoi nous proposons un plan d'investissement massif pour l'Europe : le pacte vert et social.

Nous construirons de nouvelles infrastructures vertes et financerons des services publics de qualité. Grâce à cette opportunité économique, de nouveaux emplois et de nouvelles industries verront le jour.

Notre proposition combine l'amélioration de la qualité de vie et la protection du climat et de l'environnement.

Il est temps de tourner la page de la pollution atmosphérique et des subventions inutiles accordées aux combustibles fossiles. Les paradis fiscaux n'ont leur place ni en Europe, ni nulle part ailleurs.

Nous nous battons pour que tout le monde puisse bénéficier d'un logement abordable, des énergies renouvelables et d'une alimentation saine. Nous agissons en faveur de la protection d'un climat stable et d'une nature restaurée.

Le pacte vert et social, notre plan pour une Europe plus écologique, plus saine, qui offre une qualité de vie sûre, prospère et riche en opportunités.



PROTÉGER LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT

Le pacte vert et social ouvre la voie en matière de justice climatique et environnementale. Les politiques de l'UE en matière de climat et d'environnement donnent le cadre et l'ambition de l'action déployée au sein de l'Europe, mais également au-delà de ses frontières. Beaucoup a déjà été fait, nous sommes sur la voie de la transition écologique. Reste maintenant à trouver comment accélérer ces mesures indispensables tout en garantissant un niveau de vie correct, en particulier aux personnes les plus vulnérables.

Ce n'est qu'en respectant les limites imposées par notre planète que nous pourrons construire des sociétés saines et sûres. Nous subissons déjà les conséquences du changement climatique : augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les tempêtes, les sécheresses et les inondations, élévation du niveau de la mer, désertification et fonte des glaces arctiques et des glaciers. Un million d'espèces animales et végétales sont en voie d'extinction. L'avenir de la planète et de nos sociétés relativement pacifiques et prospères dépend de notre action immédiate. Protéger le climat et l'environnement, c'est avant tout protéger les humains.

La transition écologique vers une Europe juste sur le plan social et neutre sur le plan climatique est un projet porteur de prospérité. Nous œuvrons en faveur d'un meilleur cadre de vie et d'une économie qui garantisse des emplois sûrs et bien rémunérés. Au lieu de verser des sommes astronomiques à des autocraties pour des combustibles fossiles qui sont extraits et raffinés dans des pays tiers, nous pouvons investir cet argent dans la production d'énergies renouvelables. Ainsi, nous conservons l'argent et les emplois en Europe, tout en investissant dans un avenir meilleur.

FAIRE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

Nous sommes à un tournant de l'histoire. L'Europe doit faire face à l'urgence de la crise climatique et réduire rapidement ses émissions, conformément aux recommandations scientifiques, pour garantir un avenir qui soit vivable dans les années et les décennies à venir. L'UE doit s'imposer sur la scène mondiale pour assurer un avenir vivable à la planète et inverser la tendance à la hausse des inondations, des incendies et des sécheresses, à l'échelle européenne comme mondiale. Dans le même temps, les investissements effectués en faveur d'une économie européenne propre et d'une réduction rapide de la dépendance aux combustibles fossiles permettront de renforcer notre économie, notre résilience et notre sécurité.

Le travail réalisé au Parlement européen et la pression du mouvement climatique ont contribué à faire du pacte vert pour l'Europe une réalité. Nous devons continuer à renforcer notre action dans les domaines fragilisés par les compromis et faire preuve de plus d'ambition. Ces dernières années, les sceptiques, les lobbyistes, les conservateurs et les populistes ont tenté de freiner la transition écologique et de remplacer la science et le progrès par la désinformation, des politiques inefficaces et une dépendance continue aux énergies fossiles.

Nous saluons les progrès tardifs, mais nous continuons à faire pression pour relever le niveau d'ambition et terminer la mise en œuvre de plans déjà en cours. Pour que la crise climatique et environnementale soit officiellement reconnue, nous ferons pression pour inclure le droit à un environnement sain et sûr dans la Charte des droits fondamentaux, qui doit être directement applicable à tous les citoyens et citoyennes de l'UE.

L'Europe peut et doit prendre des mesures pour obtenir une réduction de plus de 55% des émissions d'ici 2030 et atteindre une neutralité climatique totale d'ici 2040. Ces objectifs doivent être définis dans une loi européenne révisée sur le climat. Nous ne devons pas compter sur de fausses solutions, telles que celles préconisées par la géo-ingénierie, pour atteindre nos objectifs climatiques.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

UNE TRANSITION QUI REPOSE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Nous pousserons l'UE à construire un système énergétique qui profite à tout le monde, qui repose entièrement sur les énergies renouvelables, qui relie et alimente le continent. La clé économique de notre avenir réside dans les énergies renouvelables. Moins coûteuses et plus sûres que toutes les autres sources d'énergie, elles ont permis à l'UE d'économiser 100 milliards d'euros entre 2021 et 2023 et aux ménages de réduire leur facture énergétique.

Nous souhaitons adopter un système énergétique qui repose entièrement sur l'énergie solaire, l'eau, le vent et la géothermie, afin d'éliminer progressivement les énergies fossiles d'ici 2040. Ce n'est qu'en nous tournant vers les énergies renouvelables que nous pourrions garantir une planète habitable, une indépendance géopolitique vis-à-vis des autocrates et un système énergétique qui soit résilient et géré de manière démocratique.

Nous souhaitons placer les citoyens au cœur de la transition énergétique et remplacer le système centralisé actuel par un système énergétique hautement efficace, intelligent et démocratique, qui donne la priorité aux personnes, à la justice économique et à la planète. Les citoyens et citoyennes doivent être impliqués dans les processus de décision, notamment en ce qui concerne l'emplacement des projets énergétiques. Ces derniers doivent être mis en œuvre de manière à minimiser leur impact sur la nature. Nous souhaitons que les projets d'énergie renouvelable soient développés en concertation avec les citoyens et les citoyennes, afin de leur octroyer un pouvoir de décision direct.

Nous souhaitons installer des panneaux solaires sur le plus de toits possible. Nous donnons la priorité aux solutions locales, telles que les systèmes de chauffage urbain, le stockage de l'énergie, la recharge des véhicules électriques et les pompes à chaleur. Nous devons également accélérer le développement d'un réseau électrique solide, doté d'une connectivité et d'une sauvegarde accrues, afin de garantir une alimentation stable, même en l'absence de vent ou de soleil.

La résolution de la crise climatique permettra de créer des millions d'emplois dans de nombreux secteurs, des énergies renouvelables à la construction, en passant par l'industrie et les transports. Les projets "prêts à démarrer" que nous pourrions lancer dès demain représentent 2 millions d'emplois à court et moyen terme. La transition à long terme permettra de créer jusqu'à 10 millions d'emplois.

METTRE FIN AUX COMBUSTIBLES FOSSILES EN EUROPE

L'UE doit éliminer progressivement tous les combustibles fossiles d'ici 2040, en commençant par le charbon d'ici 2030. Nous avons besoin d'un plan d'action clair pour pouvoir éliminer totalement le gaz et le pétrole fossiles dès 2035, au plus tard en 2040.

Nous soutiendrons une électrification massive et accélérée dans tous les secteurs et veillerons à ce que l'énergie devienne abordable pour tous. Nous devons soutenir le développement d'une mobilité électrique et d'infrastructures de recharge peu coûteuses.

Dans le cadre de notre action climatique, nous devons nous tourner le plus rapidement possible vers des systèmes de chauffage et de refroidissement alimentés en énergies renouvelables. Ces systèmes, tels que les pompes à chaleur, le chauffage urbain, la chaleur résiduelle, la géothermie et, si nécessaire, le bois et la biomasse résiduelle d'origine durable, doivent permettre d'équiper l'ensemble des logements et des industries. Nous soutiendrons les personnes qui n'ont pas les moyens de réaliser les investissements nécessaires à la transition et à la récolte des bénéfices à long terme.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Les alternatives proposées, telles que l'hydrogène vert, sont plus risquées et plus coûteuses pour les consommateurs et consommatrices, ainsi que pour l'industrie. Elles doivent être réservées aux systèmes électriques de secours, à l'industrie lourde, aux transports maritimes de longue distance et aux vols lorsque les projets d'électrification ne sont pas réalisables.

L'Europe a besoin d'un plan pour supprimer progressivement toutes les subventions accordées aux combustibles fossiles d'ici 2025, et toutes les autres subventions préjudiciables à l'environnement d'ici 2027. Les milliards d'euros des subventions accordées aux combustibles fossiles doivent être consacrés aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et aux économies d'énergie. Aucun fonds public européen ou national ne doit être consacré aux infrastructures, au risque de se retrouver prisonniers et prisonnières d'un système fossile et d'entraver les projets d'électrification fondés sur les énergies renouvelables. Aucune incitation économique ou dérogation ne sera accordée au secteur du luxe. Elles n'ont pas leur place dans une transition écologique équitable.

Il est essentiel de mettre en place des mesures d'économie d'énergie pour réduire la demande. En donnant la priorité à l'efficacité énergétique et à la réduction de la demande, nous consommerons moins et aurons besoin de moins d'énergie. Il est ainsi plus simple d'obtenir un système énergétique vert. Plusieurs mesures d'efficacité énergétique ont été définies récemment dans la législation européenne, telles que l'introduction du principe de la "primauté de l'efficacité énergétique". Il s'agit là de réalisations majeures.

En incitant nos sociétés à modifier leur comportement, leur mode de vie et leur organisation, le tout dans le respect de la justice sociale, nous devrions également réussir à réduire la demande. Par exemple, dans le secteur des transports, plusieurs mesures peuvent être mises en place pour réduire la demande d'énergie : préférer le train à l'avion pour des trajets courts, limiter le poids des voitures privées ou encore développer des infrastructures ferroviaires et cyclables de haute qualité.

ADAPTER L'EUROPE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Après avoir ignoré et reporté à plus tard la question du climat pendant des décennies, les phénomènes météorologiques extrêmes ont pris de l'ampleur. La montée des réactions anti-écologiques ne fait qu'empirer la situation. Les inondations et les incendies détruisent des logements et des entreprises, tandis que les vagues de chaleur menacent la vie de milliers de personnes, que ce soit chez elles ou sur leur lieu de travail.

Afin de protéger la planète et ses habitant-e-s face au changement climatique, nous travaillerons sur une loi d'adaptation au climat, qui s'appuiera sur des solutions fondées sur les écosystèmes.

Les efforts déployés pour restaurer la nature et s'adapter au changement climatique permettront d'améliorer les systèmes de rétention d'eau dans les zones rurales et urbaines grâce à la réhabilitation des rivières et des plaines inondables. Pour reconnaître le rôle clé de l'eau, nous devons adopter une approche qui intègre l'eau dans toutes les politiques européennes pertinentes.

La transition écologique doit s'accompagner d'une solide politique de cohésion pour que toutes les régions d'Europe puissent en bénéficier. L'action du Fonds de solidarité élargi de l'UE se concentrera sur l'adaptation au changement climatique et sur la préparation face aux catastrophes naturelles. Un financement européen direct, destiné à l'action climatique, peut permettre de réduire la pression budgétaire et politique qui pèse sur les villes et les municipalités, ainsi que de mener une transition à l'échelle locale, quel que soit le gouvernement national.

Sur la base du principe de solidarité européenne, nous allons créer un Fonds européen pour les catastrophes naturelles. Nous investirons dans le développement et le financement de la flotte européenne de lutte contre les incendies par le biais de diverses mesures : constitution d'équipes de personnel professionnel et volontaire qualifié, mise en commun de matériel incendie, d'actifs et



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

d'avions bombardiers d'eau, mise en place d'un suivi en temps quasi réel et d'un centre de coordination des urgences. Grâce à une protection civile renforcée, l'Europe sera plus à même de résister aux catastrophes climatiques.

LA POLLUTION ZÉRO EST UNE QUESTION DE SANTÉ

Une Union européenne entièrement dépolluée, qui se dote de politiques pour lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et des sols, permettra d'offrir un cadre de vie beaucoup plus sain. La pollution atmosphérique en Europe cause chaque année 300 000 décès prématurés, les enfants étant les plus vulnérables aux effets des particules fines. Nous ferons pression pour que les normes de qualité de l'air soient renforcées partout dans l'UE, sans exception aucune.

D'ici 2030, la qualité de l'air dans l'UE devra être conforme aux directives de l'Organisation mondiale de la santé. Nous nous battons pour une Europe dépourvue de substances toxiques d'ici 2030, en éliminant progressivement l'utilisation des produits chimiques les plus nocifs grâce à une législation plus stricte en la matière.

La crise climatique constitue également une grave menace pour la santé humaine, comme en témoignent les effets des vagues de chaleur, des sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes sur l'ensemble de la population. En réduisant dès aujourd'hui nos émissions, nous éviterons que cette situation ne s'aggrave dans les années à venir.

RESTAURER LA NATURE

Des oiseaux et des abeilles aux landes et aux zones humides, nous devons protéger la nature qui est à la base de la vie sur cette planète. La dégradation des écosystèmes, l'utilisation des pesticides et le changement climatique sont responsables de l'extinction d'un million d'espèces. Il est temps de mettre fin à cette extinction massive.

À partir de 2026, l'UE devra consacrer 10% de son budget à des objectifs de biodiversité. L'action climatique va de pair avec la restauration d'écosystèmes sains et riches en biodiversité.

Pour vivre en harmonie avec la nature, nous devons protéger au moins un tiers du territoire et des zones marines de l'UE, notamment les zones humides, les forêts, les zones marines, les agroécosystèmes, les rivières et les lacs. Nous souhaitons construire un réseau transeuropéen pour la nature qui relie les écosystèmes et permette aux espèces de migrer.

Comme le prévoit la loi sur la restauration de la nature, que nous avons longuement défendue, il est capital de restaurer les zones naturelles et les écosystèmes dégradés dans l'ensemble de l'UE. Pour ce faire, la collaboration avec les agriculteurs, les pêcheurs et les communautés locales est essentielle, afin de protéger la biodiversité et de lutter contre le changement climatique. L'UE doit respecter les engagements internationaux pris lors de la conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) à Montréal et prendre des mesures ambitieuses en matière de protection et de restauration de la biodiversité.

LES FORÊTS, LE POU MON VERT DE L'EUROPE

Les forêts sont menacées par la déforestation et les conséquences du changement climatique. Véritables poumons de l'Europe, ce sont elles qui nous permettent de respirer. Elles abritent la majeure partie de la biodiversité terrestre et constituent d'importants puits de carbone. Elles jouent également un rôle crucial, puisqu'elles permettent de fournir de l'air pur, de réguler le cycle de l'eau et d'empêcher l'érosion des sols. Si nous ne faisons pas passer la protection et la restauration des forêts au premier plan, nous ne pourrons pas atteindre nos objectifs climatiques.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Au Parti Vert Européen, nous souhaitons préserver les forêts anciennes. Nous considérons une gestion plus proche de la nature ainsi qu'un reboisement et une restauration respectueux de la biodiversité comme autant d'éléments essentiels à la santé de nos forêts en Europe. Nous devons élaborer une stratégie commune pour lutter contre les incendies dans les forêts mixtes proches de l'état naturel. Nous nous engageons à éviter les coupes rases et à mettre en place des corridors forestiers. Nous devons prendre des mesures d'urgence pour garantir une gestion responsable des forêts, afin de les protéger de la pollution et du changement climatique.

PRÉSERVER NOS SOLS GRÂCE À UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES

L'Europe a besoin d'une politique alimentaire et agricole commune qui puisse soutenir les changements opérés en matière d'alimentation, de production et de transformation des aliments. Les agriculteurs et agricultrices, tout comme les travailleurs et travailleuses agricoles, traversent une double crise. D'une part, le changement climatique et la perte de biodiversité menacent leur activité. D'autre part, de nombreux acteurs et actrices du secteur ne reçoivent pas une rémunération équitable pour les denrées alimentaires qu'ils produisent.

En Europe, tous les agriculteurs et agricultrices devraient pouvoir tirer un revenu décent de leur travail. Nous devons prendre le problème à la racine, en nous concentrant sur les enjeux structurels du secteur agroalimentaire. Pour rendre le système agroalimentaire plus résistant, nous devons soutenir la production locale, conformément au principe de souveraineté alimentaire. Nous devons protéger les agriculteurs et agricultrices de la concurrence déloyale exercée par des produits qui ne sont pas soumis aux mêmes normes, provenant notamment de pays tiers. Nous devons cesser toutes les subventions accordées à l'agriculture industrielle, qui est fondée sur les pesticides, les monocultures et la souffrance animale. Nous devons investir massivement dans l'agriculture biologique et la production agroécologique. Notre modèle agricole actuel est tributaire d'intrants tels que les engrais, les aliments pour animaux et les combustibles fossiles, qui proviennent notamment de pays hors UE.

De ces nombreuses années de subventions accordées à l'agriculture industrielle, il en résulte la concentration des propriétés foncières et la faillite d'un grand nombre de petites et moyennes exploitations agricoles. L'UE doit promouvoir un nouveau modèle agricole qui réduise les émissions, protège l'environnement et favorise la justice sociale.

Une transition écologique et sociale de l'agriculture, soutenue par des fonds européens réorientés, peut favoriser l'instauration de modèles économiques sûrs et durables, qui profiteront à des millions d'agriculteurs et d'agricultrices de l'UE.

La politique alimentaire et agricole commune conditionnera le financement agricole de l'UE à des critères sociaux et environnementaux, afin de créer des emplois de qualité et d'accroître la sécurité alimentaire. Ainsi, un tiers du budget de l'UE sera consacré à la mise en place de systèmes alimentaires durables qui permettront d'améliorer la qualité des sols et de réduire les émissions et le gaspillage alimentaire. Ces systèmes offriront également une meilleure situation économique aux agriculteurs et agricultrices et réduiront l'impact négatif de notre système agricole sur les pays en développement. L'UE doit renforcer le secteur des protéines d'origine végétale et encourager la transition vers une alimentation plus végétale, en s'appuyant sur des propositions politiques telles que le traité sur les produits d'origine végétale.

Une alimentation saine est également synonyme d'une alimentation sans pesticides. Il est essentiel de réduire l'utilisation des pesticides chimiques pour préserver les écosystèmes, la santé des sols et la santé humaine. Nous nous battons pour réduire de 50% l'utilisation des pesticides d'ici 2030. Le glyphosate n'est pas nécessaire à une agriculture productive, ni à la lutte contre les mauvaises herbes. Nous devons donc en interdire l'usage et soutenir économiquement les agriculteurs et agricultrices qui entament ce virage.



UNE EUROPE DÉPOURVUE D'OGM

La solution aux défis du secteur agricole ne réside pas dans les OGM. Nous souhaitons que les consommateurs puissent faire le choix de consommer des aliments sans OGM. Le Parti Vert Européen tient au principe de précaution et maintiendra le régime réglementaire en vigueur pour tous les OGM et les nouvelles techniques génomiques. Les nouvelles techniques ne doivent pas être exclues des mesures de protection déjà prévues par la législation européenne en matière d'OGM.

Nous devons protéger les agriculteurs et agricultrices. L'agro-industrie se sert de leurs droits de propriété intellectuelle pour renforcer la dépendance économique. Tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés doivent être traçables et étiquetés. Les gouvernements nationaux doivent conserver le droit d'interdire les cultures génétiquement modifiées.

FAIRE DU BIEN-ÊTRE ANIMAL UNE PRIORITÉ

Nous nous engageons à faire du bien-être animal une priorité européenne. Nous nous battons pour que le bien-être animal soit davantage pris en compte dans l'élaboration des politiques de l'UE, comme l'exigent les traités européens. Dans le cadre de la réforme de la politique agricole, nous appelons à l'instauration de règles plus strictes en matière de conditions d'élevage, d'utilisation d'antibiotiques et de transport des animaux. La propagation de maladies zoonotiques et la résistance antimicrobienne risquent de provoquer une nouvelle pandémie dévastatrice.

Il est temps de mettre un terme aux méga-fermes et à la cruauté envers les animaux dans l'agriculture industrielle. La Commission européenne n'ayant pas donné suite à l'initiative citoyenne européenne historique visant à interdire l'élevage des animaux en cage, nous allons poursuivre ce combat. Nous continuerons à défendre l'instauration de règles plus strictes en matière de transport d'animaux, notamment en imposant une durée de transport maximale de 8 heures, voire de 4 heures pour certaines espèces vulnérables. Nous soutenons également l'interdiction du transport d'animaux non sevrés et l'exportation d'animaux vivants vers des pays tiers qui ne respectent pas les normes européennes en matière de bien-être animal. Nous soutenons pleinement l'initiative citoyenne européenne pour une Europe sans fourrure.

La politique alimentaire et agricole commune permettra d'allouer des fonds, qui sont aujourd'hui destinés à l'élevage industriel non durable, à la mise en place de systèmes d'hébergement et de méthodes de gestion qui respectent le bien-être animal.

Notre engagement en matière de protection animale concerne tous les animaux, notamment les animaux utilisés à des fins scientifiques, les animaux de compagnie, les animaux aquatiques et les animaux sauvages. Nous nous battons pour mettre fin à des pratiques d'une cruauté sans nom, telles que la mise à mort systématique des poussins mâles, le gavage, l'élevage d'animaux à fourrure, certaines pratiques de chasse atroces ou encore la tauromachie. Nous appelons également à renforcer le contrôle du commerce des animaux exotiques en introduisant des listes d'espèces animales approuvées à l'échelle de l'UE. Enfin, nous nous engageons à lutter contre les usines à chiots et à chatons. Nous plaiderons en faveur de politiques humaines en matière de stérilisation et de contrôle des populations de chiens et de chats errants.

DES MERS ET DES OCÉANS EN BONNE SANTÉ

Les régions marines d'Europe ont besoin d'être protégées. L'état chimique et écologique de nos mers laisse à désirer. La pollution chimique et plastique, le bruit sous-marin, l'extraction des matières premières, les déchets et l'eutrophisation sont autant de facteurs qui menacent la vie marine. Les réglementations actuelles doivent être renforcées et pleinement appliquées pour lutter contre la pollution marine.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Pour préserver les mers et les océans que nous partageons, nous établirons un droit des mers et des océans, qui sera garant de la cohérence de l'ensemble des politiques liées à la mer. L'objectif est d'obtenir des mers et des océans propres, prospères et en bonne santé de manière juste et équitable d'ici 2030. Cette législation établira le droit à des mers et des océans non pollués et sains sur le plan écologique.

Pour freiner la dégradation des écosystèmes marins, soutenir la pêche artisanale à faible impact et les communautés côtières et renforcer la résilience climatique, l'Europe doit mettre un terme à la surpêche et éliminer progressivement les pratiques de pêche nuisibles. La politique commune de la pêche doit encourager la transition vers des pratiques de pêche à faible impact, des systèmes de répartition des quotas transparents et équitables, ainsi qu'une consommation durable des produits de la mer. Cette transition doit être établie en étroite collaboration avec les pêcheurs et les communautés côtières. Les zones marines protégées doivent faire l'objet d'une protection efficace, notamment contre les techniques de pêche nuisibles telles que le chalutage de fond.

L'UE importe environ 70% de ses produits de la mer. Elle a donc un rôle à jouer et une responsabilité à assumer à l'échelle mondiale en matière de pêche durable. Nous nous battons pour une réglementation plus ambitieuse à l'échelle mondiale, qui encourage la pêche à faible impact dans les pays tiers, établie en collaboration avec les pêcheurs locaux et artisanaux, et qui réduise les importations de produits de la mer issus de la surpêche. Les activités de l'aquaculture, telles que les fermes piscicoles en mer, ne peuvent remplacer à long terme les produits de la mer pêchés à l'état sauvage, compte tenu de leurs effets négatifs sur l'environnement, les pêcheries, les communautés locales et le bien-être animal. L'UE doit réglementer le développement de l'aquaculture et les importations de produits aquacoles.

Nous lutterons contre l'exploitation minière en eaux profondes et demanderons un moratoire mondial. Il est grand temps de protéger les écosystèmes marins profonds. Nous nous opposerons à tout développement de l'exploration et de l'extraction pétrolière et gazière en mer.

GARANTIR DES MOYENS DE SUBSISTANCE À TOUS

Le pacte vert et social protège le droit de tous les citoyens et citoyennes – en particulier les plus vulnérables – à accéder aux éléments essentiels de la vie : énergie renouvelable et transports verts, logement décent et alimentation nutritive, éducation et soins de qualité.

DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ACCESSIBLES À TOUS

L'accès à une énergie suffisante, abordable et renouvelable devrait être un droit fondamental pour tout le monde. 125 millions de personnes dans l'UE rencontrent des difficultés pour chauffer leur logement. Les femmes et les personnes âgées sont particulièrement touchées. La lutte contre la précarité énergétique doit figurer au cœur des priorités de l'UE.

Nous soutenons la création d'une garantie énergétique qui permette de fournir à tous les ménages une quantité suffisante d'énergie à un prix abordable. Les groupes les plus vulnérables bénéficieront d'un soutien ciblé, notamment en ce qui concerne les investissements qui permettent de réaliser des économies d'énergie. Aucun ménage vulnérable ne sera privé de ses besoins énergétiques en raison de son incapacité à payer.

Tout le monde doit pouvoir consommer sa propre énergie, la partager avec ses voisins et faire partie d'une communauté énergétique. Nous veillerons également à ce que les technologies de stockage, telles que les batteries et les véhicules-réseau, soient déployées à une large échelle et accessibles à toutes et tous.



DES LOGEMENTS ABORDABLES POUR TOUS

Le logement est un droit, pas une marchandise. Tout le monde doit avoir droit à un logement décent et confortable, qui apporte de la chaleur en hiver et de la fraîcheur en été. Chaque nuit en Europe, 900 000 personnes dorment dans la rue, tandis que des millions d'individus sont confrontés à la hausse des loyers dans les grandes villes et à une précarité énergétique liée à la mauvaise qualité de leur logement. Ces éléments illustrent le manque d'investissements dans des logements abordables de qualité et bien isolés.

Nous devons encourager les acteurs publics et privés à investir dans des logements abordables, notamment dans des logements sociaux. Nous œuvrons en faveur de l'encadrement des loyers dans les villes et les régions les plus fortement touchées par l'explosion des prix. Nous recommandons de limiter les locations touristiques de courte durée afin de maintenir les loyers à un niveau bas, cette mesure ayant déjà été appliquée dans plusieurs villes vertes de l'UE. Nous continuerons à nous battre pour le droit des jeunes à vivre en toute indépendance.

Nous devons adopter une approche européenne de la politique publique du logement, en faisant du droit au logement un droit fondamental et en protégeant les locataires contre l'exploitation. Après la date d'échéance de l'actuel Fonds de résilience et de relance, nous devons continuer à mettre en place un financement européen pour le logement public. Nous nous battons pour la création d'un plan d'action européen en faveur du logement abordable, qui sera également financé au niveau européen, afin de soutenir les investissements dans toute l'Europe.

DE LA CHALEUR EN HIVER, DE LA FRAÎCHEUR EN ÉTÉ

La mise en place d'un programme européen est nécessaire pour rénover les logements des personnes à faibles revenus dont les factures d'énergie sont les plus élevées. En déployant un programme de rénovation énergétique des logements sociaux à grande échelle, nous pouvons permettre à tout le monde, d'ici 2040, d'occuper un logement sain et dépourvu d'énergie fossile. En Europe, 75% des bâtiments sont considérés comme inefficaces sur le plan énergétique. Ils sont responsables de 36% des émissions de dioxyde de carbone.

Cette aide doit bénéficier à tout le monde, l'essentiel du financement étant destiné aux plus vulnérables, et la rénovation ne doit pas imposer de coûts supplémentaires aux locataires. Les investissements de l'UE, des États membres et du secteur privé dans un programme de rénovation rapide permettront d'offrir un cadre de vie plus agréable et plus écologique, ainsi que de créer des emplois de qualité. Nos propositions budgétaires permettront d'encourager l'investissement public dans des logements écologiques à l'échelle des différents États membres et de débloquer des fonds privés pour rénover le parc immobilier européen.

UNE ALIMENTATION Saine POUR TOUS

La transition vers un système alimentaire durable et respectueux du climat est essentielle pour offrir aux citoyens et citoyennes de l'UE une alimentation abordable et nutritive, tout en rémunérant correctement les producteurs et productrices. De nombreux facteurs de risque de maladies non transmissibles, telles que le cancer, sont liés à l'alimentation. Notre objectif est de mettre en relation les consommateurs et consommatrices avec les producteurs et productrices, de donner à tous les moyens de faire des choix éclairés en matière d'alimentation et de veiller à ce que les agriculteurs et agricultrices obtiennent une juste rémunération.

Nous ferons du droit à l'alimentation un principe de la législation européenne. L'intégration de ce principe se traduira par la mise en place de mécanismes de sécurité sociale spécifiques à l'échelle nationale, qui permettront de garantir un accès à une alimentation saine tout en soutenant les chaînes d'approvisionnement locales.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Nous investirons massivement dans les petites exploitations agricoles écologiques. En Europe, des millions de citoyens et citoyennes ont dû faire face à la flambée des prix des denrées alimentaires ces dernières années. Personne ne devrait avoir à se priver d'aliments sains et produits de manière durable en raison d'un prix trop élevé.

Il est temps de mettre un terme à la spéculation sur les denrées alimentaires, qui ne fait que renforcer le problème de la faim dans le monde. Nos propositions relatives à la taxe sur les transactions financières et à la taxe sur les bénéfices exceptionnels permettront de freiner cette spéculation qui entraîne une hausse du prix des denrées alimentaires pour les ménages.

L'EAU EST UN DROIT HUMAIN

L'accès à l'eau potable doit être un droit fondamental. Chaque année, le coût de la pénurie d'eau ne cesse d'augmenter. Les agriculteurs et agricultrices, tout comme les ménages à faible revenu, sont les groupes les plus sévèrement touchés. La région méditerranéenne subit également de plein fouet les conséquences de la sécheresse.

Nous devons agir de toute urgence pour que tout le monde ait accès à une eau potable en quantité suffisante. Nous souhaitons interdire la privatisation des ressources en eau. L'eau doit être considérée comme un bien commun naturel, sa gestion doit revenir à des entités publiques. Nous nous appuyons sur la législation européenne existante pour protéger les réserves vulnérables et donner la priorité à l'eau potable par rapport à d'autres utilisations.

MOBILITÉ ET JUSTICE POUR TOUS

Nous souhaitons faciliter les déplacements à moindre coût grâce à des transports publics durables. La mobilité quotidienne est un élément essentiel de nos vies. Elle permet de relier les personnes, les communautés et les entreprises. Les voyages pour aller voir des proches, ou dans le cadre de loisirs, doivent faire partie des plaisirs de la vie.

Aujourd'hui, les systèmes de transport favorisent les plus riches, au détriment de la planète et de ses habitant-e-s. Les quartiers populaires sont les plus touchés par la pollution atmosphérique et sonore. Les habitants des zones rurales et périurbaines ne peuvent pas se passer de la voiture, car leurs quartiers sont mal desservis. Les transports à fortes émissions sont subventionnés de manière perverse, et les jets privés ne font que faire grimper les taux d'émissions.

Notre objectif est d'instaurer un cadre européen pour réguler le prix des tickets de transports respectueux du climat, afin que chaque région d'Europe puisse proposer des titres de transport abordables et facilement utilisables dans les différents transports publics. D'ici là, les forfaits pour les transports publics de chaque État membre de l'UE doivent faire l'objet d'une reconnaissance mutuelle. Les jeunes, les familles monoparentales, les personnes en situation de pauvreté, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées doivent pouvoir bénéficier de tarifs réduits.

L'Europe doit investir dans l'amélioration des transports publics, dans la construction de réseaux cyclables sûrs et durables, ainsi que dans un urbanisme qui soit centré sur les personnes, pour les communautés urbaines comme rurales. L'Europe élimine progressivement les moteurs à combustion thermique. Les voitures électriques permettront de réduire les émissions dues aux transports. Pour aller encore plus loin, nous devons proposer une réponse qui laisse plus d'espace aux transports publics. Pour rendre les voitures électriques abordables et créer un marché de l'occasion, l'UE doit imposer leur utilisation dans les flottes d'entreprises.



CONNECTER L'EUROPE GRÂCE À L'UNION DES INFRASTRUCTURES

Nous devons augmenter massivement les investissements et la coordination du transport ferroviaire pour littéralement "connecter" l'Europe dans le cadre du déploiement de l'Union des infrastructures. Les infrastructures ferroviaires de nombreuses régions de l'UE sont en mauvais état et la majeure partie de l'Europe centrale et orientale n'est pas desservie par des trains à grande vitesse. L'UE doit donc investir en priorité dans la modernisation et la convergence des régions mal desservies.

Pour promouvoir les déplacements durables sur de longues distances, nous investirons dans les trains de nuit et créerons une plateforme de billetterie européenne pour simplifier la réservation de trajets transfrontaliers durables. Les investissements dans le domaine des transports, qui concernent notamment les initiatives de covoiturage, les ferries et le fret ferroviaire, seront principalement destinés aux zones rurales et aux régions mal desservies.

Nous veillerons à instaurer des prix plus justes qui reflètent le coût réel des moyens de transport polluants, en taxant correctement le transport aérien et les carburants lorsqu'il n'est pas possible de proposer des solutions de remplacement efficaces et respectueuses du climat. Nous réduirons la demande de vols, en introduisant une taxe sur les grands voyageurs, à l'exception des régions insulaires, et en interdisant les vols court-courriers lorsqu'il existe d'autres alternatives. Nous nous battons pour l'interdiction des jets privés. Nous défendrons une transition équitable pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur des transports. Nous protégerons les travailleurs et travailleuses, ainsi que les passagers et passagères, grâce à la mise en place de mesures de sécurité routière, notamment en limitant la vitesse à l'échelle de l'UE.

UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS

Tous les citoyens et citoyennes d'Europe doivent pouvoir accéder à une éducation publique de qualité, ainsi qu'à la formation et l'apprentissage tout au long de leur vie, quel que soit leur lieu de résidence ou leur niveau de richesse. L'éducation permet de fournir à nos sociétés les outils pour surmonter les inégalités, progresser vers la transition écologique et rester à la pointe de la science et de la culture. Nous devons former les personnes qui occuperont les emplois créés dans les nouvelles industries vertes.

Nous avons toujours soutenu le programme Erasmus+ depuis sa création. Nous souhaitons introduire un principe d'égalité Erasmus pour permettre aux apprenants et apprenantes qui ont moins de moyens de financer leur séjour à l'étranger. Erasmus+ doit être accessible à tous de la même manière, indépendamment du pays ou du contexte économique.

Le pacte vert et social comprend un projet commun d'éducation et de formation à l'écologie qui permettra de relier les écoles, les universités et les centres de formation, afin de former un vaste réseau d'établissements d'enseignement à travers l'Europe. Nous devons inscrire l'éducation à la citoyenneté européenne, en particulier l'éducation contre l'extrémisme, la haine et le racisme, dans les programmes scolaires et dans les pratiques d'éducation non formelle reconnus à l'échelle de l'UE. L'investissement dans le domaine de l'éducation se trouve au cœur de nos propositions pour financer cette transition. Ces investissements doivent offrir au plus grand nombre l'opportunité d'apprendre et d'acquérir les compétences nécessaires à leur avenir.

UN ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ POUR TOUS

La santé est un bien public auquel tout le monde doit pouvoir accéder. La pandémie nous a montré tragiquement que le manque d'investissements, la privatisation et l'absence d'approches préventives pouvaient mettre en danger les patients et patientes, tout comme les travailleurs et travailleuses du domaine de la santé, que ce soit sur le plan physique ou mental.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Une Union européenne de la santé doit veiller à ce que tous les citoyens et citoyennes des États membres bénéficient d'une couverture sanitaire universelle. Nous nous efforcerons d'éliminer les inégalités en matière de santé et de garantir l'accès à des médicaments et à des traitements abordables, notamment pour le cancer et les maladies rares, de manière à inclure toutes les composantes de la société, en particulier les communautés les plus vulnérables et les communautés racisées. Personne en Europe ne devrait avoir à déménager dans un autre pays parce que ses besoins en matière de santé ne sont pas satisfaits. La législation européenne sur la couverture sanitaire universelle exigera de tous les États membres qu'ils garantissent ce droit social essentiel.

L'Europe porte encore les stigmates de la pandémie. De nombreuses personnes présentent encore des symptômes de Covid long. Il est nécessaire de promouvoir la recherche sur les conséquences à long terme du Covid-19. L'Union européenne doit créer une force sanitaire européenne pour favoriser la coopération en matière d'urgences sanitaires et de réponse aux catastrophes. Nous devons examiner toutes les politiques sous une dimension sanitaire.

UNE SOCIÉTÉ VERTE EST UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

La société fonctionne grâce aux soins. Il s'agit d'un principe qui a tendance à être négligé et à ne pas bénéficier d'investissements suffisants. Le Parti Vert Européen souhaite construire une société solidaire et faire du soin une priorité. Avec le vieillissement des sociétés européennes, l'importance des soins ne va cesser de croître, en particulier dans les pays de l'UE qui ont récemment connu une forte émigration.

Le pacte vert et social est également un pacte de soin. Nous nous efforcerons d'améliorer les conditions de travail du personnel soignant, tout en protégeant le droit de chacun et chacune à accéder à des soins adaptés. Nous défendons des approches globales, qui puissent s'appliquer tout au long de la vie, telles que l'accès universel à l'éducation et à l'accueil préscolaires ainsi que la désinstitutionalisation des soins destinés aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées. L'éducation et l'accueil de la petite enfance doivent être considérés comme des investissements à portée sociale dans le cadre budgétaire de l'UE.

LA SANTÉ MENTALE EST UN SUJET POLITIQUE

La couverture sanitaire universelle ne doit pas se limiter à la santé physique. Nous veillerons à ce que les systèmes de santé publique garantissent des soins relatifs à la santé mentale qui ne représentent pas de coût supplémentaire pour les individus. La santé mentale et la santé physique doivent être considérées de la même façon. Pour lutter contre la crise de la santé mentale, il est nécessaire de mettre en place des stratégies de prévention et de guérison globales et inclusives, qui s'inscrivent notamment dans le cadre d'activités sociales et créatives dans des domaines tels que la culture ou le sport.

REPENSER LA POLITIQUE EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DROGUES

La politique en matière de drogues doit être fondée sur des éléments matériels et non sur des préjugés. Nous défendons une approche européenne qui s'appuie sur la réduction des risques, la santé et le soutien aux personnes souffrant de toxicomanie, dans l'objectif de réduire les conséquences négatives de la consommation de drogues sur nos sociétés. Nous soutenons la légalisation du cannabis pour les adultes. Le but est de poser un cadre réglementaire tout en protégeant les mineurs.

LE FAIR-PLAY DANS LE SPORT

Le sport permet de connecter les citoyens et citoyennes d'Europe, de promouvoir la santé et de favoriser la cohésion sociale. Nous devons mettre en place un financement européen plus facilement accessible et qui incite davantage le monde du sport à se conformer aux objectifs climatiques. Une



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

agence européenne indépendante de lutte contre la corruption doit garantir la transparence et l'intégrité du sport dans le monde entier. En établissant des normes claires, nous pourrions organiser en Europe de grands événements sportifs internationaux, dans le respect des objectifs climatiques et des droits de l'Homme.

CONSTRUIRE UNE EUROPE DES DROITS SOCIAUX

Le pacte vert et social place le bien-être des personnes au centre de la transition écologique et de l'économie verte de l'Europe. L'État-providence fait partie des plus grandes réussites de l'Europe. Au XXI^e siècle, le retour de l'État-providence est le seul moyen de protéger et d'élargir les droits sociaux de tous les citoyens et citoyennes d'Europe. Une Europe des droits sociaux doit autonomiser et protéger les travailleurs et travailleuses, ainsi que les communautés en transition. Elle doit être ouverte à tous et garantir une protection aux personnes qui subissent quotidiennement des formes de discrimination multiples et croisées.

DES EMPLOIS DÉCENTS POUR TOUS

Les travailleurs et travailleuses d'Europe méritent un salaire équitable, en particulier après des années d'inflation. Nous nous battons pour mettre fin à la pauvreté des travailleurs et travailleuses. Lors du dernier mandat européen, nous avons obtenu la mise en place d'un salaire minimum vital à l'échelle de l'UE, indexé sur le coût de la vie, qui permet de garantir un niveau de vie décent. Nous avons réussi à mettre en place des mesures en matière de transparence des salaires, dans l'objectif de réduire les vastes inégalités salariales qui persistent au sein des entreprises et des institutions.

Nous soutenons la mise en place d'une législation qui reconnaisse officiellement les travailleurs et travailleuses des plateformes en tant que travailleurs et travailleuses, afin que tous et toutes puissent bénéficier légalement de droits au salaire minimum, à la négociation collective, aux conditions d'emploi et à la protection.

Les emplois des secteurs clés pour l'avenir, de la construction et des soins à l'énergie et à l'éducation, doivent être bien rémunérés. Nous soutenons le rôle des syndicats, qui doivent veiller à ce que les travailleurs et travailleuses reçoivent leur juste part des bénéfices. Nos propositions en matière d'imposition permettront de réduire la charge fiscale qui pèse sur les travailleurs et travailleuses, ainsi que de faciliter l'accès des plus vulnérables à l'énergie, à l'alimentation et au logement, en prélevant davantage aux pollueurs et aux ultra-riches.

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ POUR NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

Tous les citoyens et citoyennes ont droit à un revenu décent. Les personnes en reconversion professionnelle et les personnes en incapacité de travailler doivent pouvoir bénéficier d'un filet de sécurité sociale solide. Nous préconisons une directive-cadre européenne qui fixe un niveau européen, tel que 60% du salaire médian pour le salaire minimum, afin d'apporter un soutien adapté aux personnes se trouvant dans de telles situations. Cette décision ne doit pas remettre en cause les systèmes de négociation collective ou de sécurité sociale des différents États de l'UE.

Le dispositif de réassurance chômage SURE (Soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en cas d'urgence) doit être instauré de façon permanente afin de protéger les moyens de subsistance des travailleurs et travailleuses touchés par la transition. Nous réclamons une stratégie intégrée de lutte contre la pauvreté à l'échelle de l'UE afin de mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030, de réduire de moitié la pauvreté des enfants d'ici 2030 et de l'éradiquer totalement d'ici 2040.

Le revenu de base universel est un principe qui doit faire l'objet de recherches et d'études. C'est pourquoi nous soutenons les projets expérimentaux sur ce sujet.



RIEN SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES SANS LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

Le pacte vert et social protège les droits des travailleurs et travailleuses. Nous souhaitons construire une Union où les personnes sont dignement traitées et rémunérées pour leur travail, en particulier les travailleurs et travailleuses essentiels, qui assurent le bon fonctionnement de la société, et toutes les personnes qui œuvrent à la mise en place des infrastructures vertes essentielles à notre avenir.

Aucune décision ne doit être prise sur les travailleurs et travailleuses sans les travailleurs et travailleuses. Nous nous battons pour les droits des syndicats à l'organisation, à la négociation collective et à la grève. Les travailleurs et travailleuses touchés par la double transition écologique et numérique doivent pouvoir s'informer, s'impliquer, notamment grâce à la négociation collective et au dialogue social, et se former. Nous devons soutenir la création de syndicats pour les formes d'emploi nouvelles ou atypiques afin de garantir les droits de tous les travailleurs et travailleuses. Ces droits et ces normes doivent faire l'objet d'une protection, notamment grâce à la mise en place d'une législation encadrant une transition juste. Nous devons également mettre en place une directive sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour protéger le droit à un congé de formation rémunéré.

UNE MOBILITÉ ÉQUITABLE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

L'Europe doit offrir une mobilité équitable à ses travailleurs et travailleuses au-delà des frontières, afin que personne ne soit laissé de côté par des systèmes sociaux fragmentés à l'échelle nationale. Pour éviter le dumping social, nous devons garantir les droits sociaux et l'accès au marché du travail de tous les travailleurs et travailleuses. Les tâches administratives doivent pouvoir s'effectuer dans différentes langues, les services sociaux doivent être accessibles aux travailleurs et travailleuses mobiles et la coordination sociale à l'échelle de l'UE doit être encouragée. La reconnaissance des qualifications professionnelles doit être simplifiée.

De nombreux pays européens subissent les conséquences d'une émigration massive de leur population. Les politiques et les investissements au niveau européen doivent se concentrer sur la convergence économique et sociale des États membres afin d'améliorer la qualité de vie et les opportunités des citoyens et citoyennes de l'ensemble de l'UE.

DE NOUVEAUX DROITS POUR L'AVENIR DU TRAVAIL

Tous les citoyens et citoyennes doivent pouvoir exercer leur travail dans des conditions décentes et sûres. Nous devons déconstruire le système actuel qui exploite les stagiaires et les apprentis. Les stages non rémunérés doivent être interdits, nous souhaitons garantir aux jeunes une rémunération correcte et des conditions de travail sûres. Le travail mobile et le travail migratoire doivent être correctement réglementés. Les travailleurs et travailleuses appartenant à cette catégorie doivent pouvoir bénéficier d'un logement décent et abordable.

Les mesures de santé et de sécurité appliquées au travail doivent refléter la réalité du changement climatique, telles que les règles relatives aux vagues de chaleur et aux conditions de travail dans des températures extrêmes. La surcharge de travail peut provoquer du stress et des problèmes de santé. Nous prendrons des mesures pour réduire le temps de travail et améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Nous soutenons ainsi le droit européen à la déconnexion, le droit au travail à distance et la flexibilité des horaires de travail. Nous soutenons les efforts déployés dans toute l'Union européenne pour instaurer une semaine de travail de quatre jours. Nous ne laisserons pas nos travailleurs et travailleuses être encadrés par des outils de surveillance basés sur l'intelligence artificielle.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

À TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

Nous nous battons pour que les hommes et les femmes reçoivent la même rémunération à travail égal et défendrons l'égalité des chances pour tous et toutes au travail. Les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes ne peuvent plus durer, c'est pourquoi nous devons prendre des mesures contraignantes pour tous les employeurs. Les inégalités salariales dépendent de facteurs tels que l'appartenance ethnique, le handicap, l'accès à l'éducation et l'âge. Différents groupes de femmes connaissent des écarts de rémunération très différents.

En garantissant un accès universel et égal aux structures de garde et de soin d'enfants de longue durée et en révisant la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ainsi que la directive sur le congé maternité, nous pourrions faire progresser l'Europe vers un congé parental entièrement rémunéré, d'une durée égale et suffisante.

L'ÉGALITÉ DES CHANCES DÈS LE DÉPART

Le début de la vie étant une période décisive, nous demandons un financement adéquat de la garantie européenne pour l'enfance pour permettre à tous les enfants d'accéder aux soins, à l'éducation préscolaire, à une alimentation saine, à un logement adéquat et aux soins de santé. Parallèlement, nous souhaitons soutenir la participation des parents au marché du travail. Tous les enfants ont le droit de s'inscrire à des activités ludiques, récréatives, sportives et culturelles.

Tous les enfants de l'UE doivent avoir accès à des soins et à une éducation de qualité, quel que soit leur pays de résidence. Nous travaillerons avec les États membres pour veiller à ce que les investissements dans les infrastructures d'éducation et de soins, qui font cruellement défaut, soient enfin réalisés.

UNE ÉCONOMIE QUI FONCTIONNE POUR TOUS

La politique climatique et environnementale se joue au niveau de l'Union européenne, puisque c'est là que sont établies des décisions communes cruciales qui orientent les sociétés européennes sur une voie plus verte.

Grâce à la mobilisation du mouvement climatique, le Parti Vert Européen a pu faire pression pour créer un pacte vert européen en 2019 et placer la crise climatique en tête de l'agenda politique. Toutefois, les progrès réalisés sont trop faibles et trop lents. Plus vite l'Europe progressera dans la transition écologique, plus vite nos investissements et nos efforts porteront leurs fruits. Le climat n'attendra pas que d'autres crises passent.

Le pacte vert et social prévoit un plan d'investissement massif pour construire une société prospère et dynamique, qui repose sur la neutralité climatique, les industries et technologies vertes ainsi que la numérisation durable.

INVESTIR POUR UN MEILLEUR AVENIR, PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Les politiques économiques et budgétaires de l'Europe doivent se concentrer sur l'amélioration du bien-être et de la qualité de vie des citoyens et citoyennes, ainsi que sur le maintien d'un climat stable et d'un environnement sain. En rupture avec l'austérité du passé, l'Europe doit soutenir les investissements pour résoudre les problèmes actuels et futurs.

Nous réviserons les limites arbitraires des critères de Maastricht et du pacte de stabilité et de croissance. Ils ont exposé l'Europe à des crises et ont entraîné des coupes dans les services publics de plusieurs pays, ce qui a limité les investissements publics et sapé la cohésion sociale.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Nous allons mettre en place une nouvelle gouvernance macroéconomique basée sur le bien-être, qui donne la priorité à des investissements de qualité dans les biens publics et à la transition écologique, plutôt qu'au paradigme dépassé de la croissance à tout prix, afin d'éviter de nouvelles crises aux lourdes conséquences sociales.

Nous soutenons la mise en œuvre d'une règle d'or verte et d'un semestre européen réformé pour offrir un cadre aux investissements verts et sociaux orientés vers l'avenir. Nous réviserons les règles relatives aux aides d'État et aux investissements publics afin d'encourager les investissements verts sans nuire à la concurrence loyale sur le marché intérieur.

Le plein emploi doit être inclus dans le mandat de la Banque centrale européenne, en plus du principe de stabilité des prix. Puisque les combustibles fossiles sont sensibles à la hausse des prix et alimentent l'inflation, nous aspirons également à ce que la Banque centrale européenne utilise tous les outils à sa disposition, notamment les taux d'intérêt différenciés, pour encourager les investissements verts.

LA MISE EN ŒUVRE DE L'INDUSTRIE VERTE POUR RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ

La transition écologique constitue le défi de notre génération. Elle ne peut pas être menée à bien sans une politique industrielle active. La mise en œuvre de l'industrie verte grâce à des investissements en Europe représente une opportunité considérable sur le plan de la compétitivité et de la neutralité climatique.

Nous agissons en faveur de la création d'un Fonds pour la transition écologique et sociale, qui soit équivalent au minimum à 1% du PIB de l'UE par an. Ce fonds sera principalement financé par des emprunts communs à l'échelle de l'UE.

Véritable pilier de l'Union des infrastructures, ce fonds permettra de financer des projets d'infrastructure verte tels que les transports publics et le fret ferroviaire, les énergies renouvelables et les connexions au réseau énergétique. Il permettra également de soutenir les industries vertes émergentes et la rénovation en profondeur du parc immobilier. Le fonds soutiendra également des programmes de formation essentiels à la création d'emplois décents dans les nouveaux secteurs verts et à l'amélioration des infrastructures sociales indispensables à une transition juste.

Outil essentiel pour lutter contre la désindustrialisation de l'UE, ce fonds permettra de soutenir les États membres qui disposent de moins de ressources économiques et les secteurs touchés par la transition. Il est nécessaire d'investir à l'échelle européenne pour protéger le marché unique et soutenir politiquement la transition écologique dans tous les pays de l'UE.

La politique industrielle de l'UE doit être élaborée en collaboration avec les citoyens et citoyennes, les syndicats et les entreprises. Elle ne doit pas faire porter les coûts à la société tout en privatisant les profits. Nous veillerons à ce que les fonds publics bénéficient des produits des investissements réalisés dans les industries, notamment grâce à des prises de participation. Les conditionnalités sociales doivent garantir la création d'emplois de qualité. La mise en place de cette politique industrielle ne doit pas se faire au détriment de la réduction des émissions et de la réglementation. Le soutien européen à la recherche et au développement peut également contribuer au développement scientifique et technologique, ainsi qu'à la réalisation d'autres objectifs sociétaux. C'est pourquoi nous devons encourager ce type de soutien.

LE FINANCEMENT DU PACTE VERT ET SOCIAL

L'UE dispose des fonds nécessaires au financement de ces investissements. Nous croyons fermement que l'UE peut contribuer à orienter ces fonds vers des investissements écologiques et sociaux. Pour induire ce changement, il nous faut combiner politique budgétaire, investissements



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

publics et initiatives privées. Un système économique plus juste doit s'appuyer sur une plus grande redistribution, une meilleure utilisation des fonds publics et l'ensemble des acteurs de la société.

LA CRÉATION D'UN SYSTÈME FISCAL ÉQUITABLE

L'Europe a besoin d'un système fiscal équitable qui soulage les travailleurs, les travailleuses et les petites entreprises, tout en faisant payer aux pollueurs, aux multinationales et aux ultra-riches leur juste part.

Nous fixerons un niveau minimum pour l'impôt sur les plus-values dans l'UE afin de rééquilibrer la charge fiscale qui se fait au détriment des salariés. Nous comblerons les lacunes de l'accord de l'OCDE sur l'impôt minimum sur les sociétés et inciterons les États membres à mettre en œuvre cet accord à un niveau plus élevé. Nous ferons également en sorte de combler les lacunes qui favorisent l'évasion et la fraude fiscale à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE, ainsi que la fraude et le blanchiment d'argent. Nous lutterons contre les paradis fiscaux, qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de l'UE.

L'Union européenne a besoin de ressources budgétaires plus importantes pour relever ces défis communs. L'Europe doit étendre la taxe carbone aux nouveaux secteurs polluants, appliquer le principe du pollueur-payeur à l'ensemble des secteurs et mettre fin aux quotas gratuits d'ici 2034. Nous élargirons la portée des taxes existantes sur les matières plastiques.

Nous ferons pression pour augmenter massivement les financements apportés au Fonds social européen pour le climat, afin de garantir une transition équitable pour les ménages à faibles revenus.

Nous demandons la création d'un impôt sur la fortune à l'échelle de l'UE pour lutter contre les inégalités et financer la transition écologique. Nous agissons également en faveur d'une taxe européenne sur les transactions financières qui puisse générer des recettes tout en freinant la spéculation. Nous rendrons permanente la taxe européenne sur les bénéfices exceptionnels des entreprises du secteur de l'énergie pour éviter qu'elles ne génèrent des profits lors de futures crises énergétiques. Nous appliquerons également cette taxe aux négociants en matières premières et aux banques.

LA MISE EN ŒUVRE D'UNE VÉRITABLE FINANCE VERTE

Nous réglementerons les services financiers pour encourager l'investissement à long terme plutôt que la spéculation à court terme. Nous nous engageons à réviser la terminologie de la taxonomie verte afin de veiller à ce que le gaz et le nucléaire ne soient pas qualifiés de "durables". Le gaz fossile et l'énergie nucléaire ne peuvent pas non plus être qualifiés de propres.

Nous devons décourager les investissements dans de nouveaux projets d'extraction de charbon, de pétrole et de gaz et d'énergie au charbon, ainsi que les entreprises qui en sont à l'initiative. La poursuite du développement d'activités fortement polluantes met en péril les engagements de l'UE en matière de climat et d'environnement, en plus de faire courir des risques sur le plan financier.

Nous accompagnerons les acteurs financiers dans leur transition économique et leur transformation progressive en les encourageant à mettre en place des plans de transition climatique. Le contenu et la mise en œuvre de ces plans doivent être réglementés, notamment grâce à des politiques sectorielles pour les activités les plus polluantes et des méthodes pour fixer des objectifs de décarbonation. Nous ferons en sorte d'inclure l'ensemble des activités du secteur bancaire dans la directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité, afin que le secteur bancaire puisse être tenu responsable de l'impact de ses investissements sur les droits de l'Homme, l'environnement et le climat.



DES SERVICES BANCAIRES STABLES ET ACCESSIBLES À TOUS EN EUROPE

Les acteurs financiers ne peuvent plus se faire de l'argent sur le dos des ménages en spéculant sur les denrées alimentaires, l'énergie et le logement. Les ménages ne peuvent pas non plus subir les retombées des krachs financiers. L'Union européenne doit achever son projet d'union bancaire, en suspens depuis bien trop longtemps, et mettre en place un système commun d'assurance des dépôts.

La Banque centrale européenne devrait proposer un euro numérique pour proposer une alternative aux systèmes de paiement privés, les marchés des crypto-monnaies devraient être correctement réglementés, notamment en ce qui concerne leur impact environnemental, et le droit à obtenir et utiliser de l'argent liquide devrait être protégé pour des questions d'inclusion.

BOUCLER LA BOUCLE GRÂCE À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Produire, consommer, jeter : le modèle économique actuel conduit à une utilisation des ressources qui dépasse les limites de notre planète. Si rien n'est fait pour endiguer ce phénomène, d'ici 2050, nous aurons besoin de trois Terres pour satisfaire nos besoins en matières premières. Ce modèle linéaire alimente les problématiques de la crise climatique, de la destruction de l'environnement et des violations des droits de l'Homme en termes d'extraction de ressources. Ce modèle rend également nos chaînes d'approvisionnement vulnérables en cas de crise et nos économies et entreprises fortement dépendantes des importations.

En ce qui concerne les déchets, nous n'avons plus le droit à l'erreur. Nous souhaitons mettre en place une économie totalement renouvelable, circulaire et saine d'ici 2040, dotée d'objectifs clairs et contraignants et de trajectoires de transition pour réduire la consommation et l'utilisation des ressources d'ici 2030.

Puisque la transition écologique nécessite des quantités croissantes de métaux, nous devons agir avec raison et donner la priorité au développement des capacités de traitement et de recyclage des matériaux stratégiques.

Si l'extraction au sein de l'UE s'avère nécessaire pour garantir des chaînes d'approvisionnement sûres et durables, nous devons imposer les normes environnementales et sociales les plus strictes. Il ne doit exister aucune dérogation à la législation européenne ou aux conditions relatives aux droits de l'Homme et de l'environnement. Nous devons délimiter des zones "interdites à l'extraction" de manière stricte et irréversible, déployer des efforts continus pour améliorer les techniques d'extraction et les conditions de travail (notamment en matière de protection de la santé et de sécurité) et interdire les techniques les plus nocives. Les communautés affectées - en particulier la dernière communauté autochtone d'Europe, le peuple Sami - doivent être informées à temps, participer, donner leur consentement et recevoir une compensation équitable.

ZÉRO DÉCHETS : LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'AVENIR

Nous aspirons à une économie entièrement circulaire qui nous permette de réutiliser, transformer, partager et recycler nos produits pour conserver les matériaux dans un circuit fermé. Il s'agit d'une approche qui protège les ressources et le climat et qui permet aux consommateurs et consommatrices d'économiser de l'argent car les produits durent plus longtemps. La protection de l'environnement et celle des consommateurs et consommatrices vont de pair. Le Parti Vert Européen agira en faveur de l'application rapide des exigences obligatoires en matière de durabilité pour nos produits. Nous soutiendrons également l'UE pour qu'elle puisse garantir la conformité de l'industrie.

Nous lutterons contre l'obsolescence programmée, notamment en ce qui concerne les logiciels et leur manque de réparabilité. Ce phénomène est dévastateur pour la planète comme pour le budget



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

des ménages. Nous veillerons à ce qu'un droit à la réparation efficace et abordable, incluant notamment un indice de réparabilité à l'échelle de l'UE et un marché de la réparation ouvert aux réparateurs indépendants et aux consommateurs, soit correctement mis en place. Nous soutiendrons la création d'un marché intérieur pour les biens d'occasion et la remise à neuf. Nous encourageons le développement de nouvelles normes techniques, telles que le chargeur universel, qui soutiennent la durabilité des produits et ouvrent la voie à une société zéro déchets, qui n'exporte pas ses déchets vers les pays tiers.

CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET COLLABORATIVE

Notre vision de l'économie est dynamique et circulaire, dans laquelle les petites et moyennes entreprises (PME) qui forment le pilier de l'économie européenne prospèrent aux côtés de nouveaux modèles d'économies communautaires, sociales et collaboratives.

Les PME devraient être placées sur un pied d'égalité avec les grandes entreprises. Nous faisons notre possible pour éviter une bureaucratie et des réglementations trop complexes, rigides ou lourdes afin de protéger au mieux l'intérêt public. Nous soutenons le développement d'outils numériques lorsque nous estimons qu'ils peuvent faciliter la mise en conformité.

Nous devons libérer le pouvoir des marchés publics durables pour promouvoir la mise en place de normes écologiques et sociales élevées et encourager la négociation collective. La réglementation européenne doit rendre possible le développement de modèles économiques alternatifs tels que les coopératives, le financement participatif, l'entrepreneuriat social et les biens communs. Nous devons cultiver un terrain qui favorise les initiatives locales, en donnant la priorité aux secteurs confrontés à une solide concurrence internationale tels que le textile.

UNE NUMÉRISATION DURABLE POUR LA PLANÈTE ET SES HABITANT-E-S

La place des technologies numériques ne cesse de croître dans nos vies. C'est pourquoi elles doivent protéger les droits des individus et se mettre au service du bien commun plutôt que les intérêts des entreprises privées. Coincée entre le capitalisme de surveillance des États-Unis et le contrôle étatique de la Chine, l'Europe doit adopter une approche de la numérisation fondée sur les droits et décentralisée, si elle veut pouvoir en récolter les fruits.

Nous allons créer un espace européen de données qui mettra l'utilisation des données sociales anonymes au service du bien commun, notamment dans le cadre de la lutte pour la justice climatique et la recherche médicale. L'interopérabilité est la clé d'une politique numérique réussie. Le Cadre européen d'interopérabilité constitue un bon point de départ, mais il n'est pas encore garant de conditions équitables. Nous ferons en sorte de rendre la mise aux normes accessible aux développeurs, à la société civile et aux PME. Leur implication doit être rémunérée afin que tout le monde puisse prendre part à ce processus de manière équitable.

La numérisation peut bénéficier aux citoyens et citoyennes de l'Europe, à condition qu'elle soit réellement ouverte et que les droits en la matière soient protégés par la législation. La législation récente de l'UE permettra d'offrir un plus grand choix et une meilleure transparence en ligne, offrant ainsi une protection contre les violations des droits et des libertés. Toutefois, l'UE doit adopter une loi sur l'équité numérique afin de protéger les citoyens et citoyennes contre les pratiques intrusives de la publicité en ligne.

Nous mettrons en place des lois pour encourager la réutilisation et le recyclage des appareils et des composants numériques au sein de l'UE, ainsi que pour réduire la consommation d'énergie liée au traitement des données et aux crypto-monnaies, dans le but de réduire massivement l'empreinte matérielle d'Internet.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

LA POURSUITE D'UNE BELLE RÉUSSITE : PROTÉGER LES CONSOMMATEURS ET CONSOMMATRICES DE L'UE

Parmi les principales réussites du marché unique, on peut citer la mise en place de solides mesures de protection pour les consommateurs et consommatrices, telles que le droit à l'itinérance et les droits des passagers, ainsi que de mesures relatives à la sécurité des produits. Toutefois, avec l'évolution rapide de l'économie, il faut adapter de toute urgence les normes élevées de l'UE en ce qui concerne la protection des personnes, notamment en ligne.

Les consommateurs et consommatrices doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits en ligne et hors ligne. Puisqu'une part croissante du commerce électronique implique des achats potentiellement dangereux réalisés auprès de vendeurs tiers, les marchés en ligne doivent prendre leurs responsabilités et faire preuve de plus de vigilance.. Nous préconisons le renforcement des procédures d'approbation et de test coordonnées par les services de douane et les autorités de surveillance du marché.

Le Parti Vert Européen veillera à ce que les citoyens et citoyennes soient correctement informé-e-s de l'impact environnemental des produits et services vendus dans l'UE, notamment en ce qui concerne la durée de vie prévue du produit et son empreinte environnementale. Sur le marché unique, les notions de consommateurs de première ou deuxième classe ne doivent pas exister. Les produits commercialisés de la même manière dans différents pays européens doivent être de qualité et de composition égales. Les droits des consommateurs et consommatrices doivent être pleinement respectés partout dans l'UE.



CHAPITRE II : LE COURAGE DE S'OPPOSER À L'EXTRÊME DROITE - POUR UNE EUROPE DE LA DÉMOCRATIE, DU FÉMINISME ET DES DROITS DE L'HOMME

Charlie veut juste être Charlie. C'est tout. Pourquoi le monde qui l'entoure a-t-il tant de mal à accepter son genre ?

Zara sait ce qu'elle veut : mettre fin à l'horrible douleur de l'endométriose. Trouver un médicament qui pourrait aidertellement de personnes. Seulement parfois, elle a l'impression que les gens ne voient pas au-delà de sa couleur de peau, son nom de famille ou ses choix vestimentaires.

Daniel veut le crier au monde entier. Il est amoureux d'un homme. Il veut sortir le soir, se promener dans les rues de Sofia avec son partenaire et l'emmener à la fête de Noël de son entreprise.

L'année dernière, Mirna a voté pour une alternative à la corruption, à l'intimidation et à la manipulation dans son pays d'origine, mais la démocratie et l'État de droit continuent de se détériorer. Au lieu d'aller travailler, Mirna manifeste désormais tous les jours, au côté de milliers de concitoyens et concitoyennes, pour faire changer les choses.

Les préjugés, la discrimination et les menaces qui pèsent sur les processus démocratiques équitables ralentissent les progrès des sociétés européennes. Mais nous avons le pouvoir de changer les choses. Il le faut.

Il nous appartient de construire l'Union européenne de la démocratie, de la liberté et des droits fondamentaux.

Le racisme n'a jamais disparu. Par exemple, le racisme antimusulman, l'antisémitisme et l'antitsiganisme ne cessent d'augmenter. La discrimination et l'exclusion des personnes en situation de handicap, de pauvreté et des groupes vulnérables restent des phénomènes bien trop répandus.

Aux frontières de l'Europe, des gens meurent. Les routes migratoires méditerranéennes sont les plus meurtrières au monde. Les personnes en quête de sécurité et de protection sont de plus en plus souvent confrontées à la détention, à des refoulements brutaux et illégaux et à la violence des passeurs et des autorités frontalières. L'extrême droite exploite et aggrave leurs souffrances, elle entraîne les partis traditionnels vers l'extrémisme et normalise des politiques migratoires à la fois dysfonctionnelles et insoutenables.

Les partis d'extrême droite gagnent du terrain grâce à leur tactique éprouvée : ils assènt des demi-vérités et font des minorités des boucs émissaires. Cette réaction conservatrice fait reculer nos droits et nos libertés. Même les conservateurs traditionnels, qui croyaient fermement au projet européen, ouvrent la porte aux forces antidémocratiques qui menacent l'État de droit.

Nous avons le courage de nous opposer à l'extrême droite pour protéger les droits et les libertés de tous les citoyens et citoyennes.

Le Parti Vert Européen se portera garant de la démocratie et de l'État de droit. Nous réclamons une Union européenne différente. Nous croyons fermement que l'Union européenne doit gagner en unité pour prendre en charge ces problèmes communs. Nous réclamons une Union européenne fédérale dotée de pouvoirs accrus, d'une démocratie approfondie, d'une transparence et d'une responsabilité réelles.

Nous lutterons contre le racisme et l'exclusion sous toutes leurs formes. Nous veillerons à ce que chaque citoyen et citoyenne puisse prendre ses propres décisions concernant son corps. Nous exigeons un système d'asile équitable qui défende les droits de l'Homme et la dignité. Nous œuvrons en faveur d'une politique migratoire qui reconnaisse l'immense contribution des migrants à nos



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

sociétés. Nous pensons que les politiques sont plus efficaces lorsqu'elles sont élaborées par les personnes concernées. Nous croyons fermement que la démocratie ne peut s'épanouir sans un espace civique dynamique et des acteurs de la société civile responsabilisés. Nous défendons l'indépendance judiciaire et la liberté de la presse.

L'Union européenne a été fondée pour protéger la paix et la démocratie et défendre la liberté, les droits et la justice.

Nous nous devons d'honorer cette promesse fondatrice et d'en faire une réalité pour tous.



PROCHAINE ÉTAPE CRUCIALE : UNE EUROPE UNIE PRÊTE POUR L'ÉLARGISSEMENT

Pour faire face aux grands défis de notre siècle, qui vont de la transition écologique à la lutte contre les inégalités croissantes, en passant par la protection de la démocratie, l'Union européenne doit réformer ses traités et avancer vers une Europe fédérale qui soit capable d'agir et d'accueillir de nouveaux membres.

Lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, les citoyens et citoyennes de l'UE ont clairement fait savoir qu'ils étaient favorables à de nouveaux traités conférant à l'Union européenne des compétences accrues. Ils ont appelé à agir en faveur d'un renforcement de la démocratie européenne, en accordant plus de pouvoir au Parlement européen, en mettant fin aux vetos nationaux, en augmentant le budget européen et en renforçant les compétences européennes sur des questions clés telles que la santé, la fiscalité et la protection sociale. Au Parti Vert Européen, nous soutenons leurs propositions.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE AU CŒUR DE L'EUROPE

Nous défendons une Europe fédérale, dotée d'une véritable démocratie supranationale, qui soit capable d'agir.

Le manque d'unanimité entre les États membres de l'UE sur des questions allant de la fiscalité à la politique étrangère, en passant par la lutte contre les discriminations et les procédures de l'article 7 visant à protéger la démocratie, empêche l'UE de prendre des décisions pour le bien commun.

Le Parlement européen doit avoir le droit de proposer des lois et un pouvoir budgétaire égal. Le Conseil de l'Union européenne doit agir comme une seconde chambre dans l'élaboration des lois européennes. Il ne doit pas devenir un lieu de marchandage nocturne sur les accords intergouvernementaux. Le président de la Commission européenne doit être proposé par le Parlement européen.

Le budget actuel de l'UE est nettement insuffisant pour relever les défis auxquels elle est confrontée. Alimenté par ses propres ressources, telles que les impôts sur les fossiles et les impôts sur la fortune au niveau de l'UE, le budget européen doit être augmenté de manière significative. Le Parlement européen et la société civile doivent également jouer un rôle plus important dans le contrôle des dépenses de l'UE. Si l'UE veut tenir ses promesses, ses compétences doivent être élargies. Cette démocratie multinationale doit également garantir une citoyenneté européenne fondée sur la résidence.

Pour que l'Europe prenne cette mesure indispensable, il est essentiel que les citoyens et citoyennes lui donnent un mandat démocratique. C'est pourquoi un processus constituant et inclusif déployé à l'échelle de l'UE devrait conduire à ces modifications de traités.

Les modifications apportées aux traités devront ensuite être ratifiées par le biais d'un référendum à l'échelle européenne, à la double majorité des voix exprimées : à l'échelle européenne et dans une majorité des États membres.

Nous mettrons en place un système de coopération renforcée dans le cas où certains États membres tenteraient de freiner le processus. Un tel système permettra d'amorcer une ambitieuse transition écologique et sociale dès maintenant, sans attendre la modification des traités.

FAIRE VIVRE L'EUROPE AVEC LA PARTICIPATION DE SES CITOYENS ET CITOYENNES

La participation et l'engagement du public renforcent l'Union européenne. Les institutions européennes doivent prendre des mesures pour que le vote aux élections européennes soit plus



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

accessible, notamment pour les personnes en situation de handicap. Afin d'accroître la participation démocratique, nous souhaitons expérimenter le vote en ligne pour les élections européennes de 2029, du moins pour les citoyens et citoyennes mobiles. En plus des listes nationales, il nous faut proposer des listes multinationales pour le Parlement européen, afin de créer une circonscription unique supplémentaire à l'échelle de l'UE, pour laquelle les citoyens éliront un nombre important d'eurodéputés.

La démocratie ne se limitant pas aux élections, le Parti Vert Européen encouragera l'inclusion de panels de citoyens dans les décisions politiques de l'UE, afin que ces dernières soient plus inclusives. Nous devons renforcer le cadre des pétitions, notamment celui des initiatives citoyennes européennes, afin d'élargir les canaux qui permettent aux citoyens et citoyennes d'influencer la politique de l'UE et d'obliger les institutions européennes à répondre par des propositions législatives. Nous devons également établir un cadre pour les référendums à l'échelle de l'UE.

L'UNION FAIT LA FORCE : VERS UN ÉLARGISSEMENT DE L'UE

Un grand nombre d'habitants et d'habitantes de pays voisins de l'Europe aspirent à obtenir la citoyenneté européenne. C'est notamment le cas de l'Ukraine qui se bat pour nos valeurs et la sécurité européenne. Notre Union est fondée sur les valeurs du respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et du respect des droits de l'Homme. Elle est porteuse d'une promesse de paix, de justice, de valeurs partagées et de prospérité, et il incombe à tous ses membres, anciens comme nouveaux, de défendre ces principes et ces objectifs.

Il est temps de donner une nouvelle impulsion à l'élargissement de l'UE, qui a toujours été un projet aux implications géopolitiques. L'UE étant construite sur des règles et des valeurs communes, elle contribue à réduire l'importance des frontières. Son élargissement offre donc les meilleures perspectives d'une paix et d'une sécurité durables en Europe.

Nous devons considérer tous les pays européens qui se battent pour rejoindre ou réintégrer l'UE et qui partagent ses valeurs. Nous devons les aider à progresser sur la voie de l'adhésion à l'UE et les aider à remplir les différents critères.

TENIR NOS PROMESSES : SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne doit tenir ses promesses aux pays candidats : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Moldavie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie, l'Ukraine et la Géorgie. Nous soutenons les efforts du Kosovo pour être candidat à l'adhésion à l'UE. Nous guiderons ces pays pour qu'ils respectent les Critères de Copenhague, ceux relatifs à la démocratie et à l'État de droit devant faire l'objet d'un traitement prioritaire.

L'accès au marché unique et au budget de l'UE nécessite le respect de ces critères. Les progrès dans le processus d'adhésion doivent se fonder sur le mérite. Au sein du Parti Vert Européen, nous considérons que le processus d'adhésion doit faire l'objet d'une collaboration plus étroite entre l'UE et la société civile. La question du manque d'unanimité au sein du Conseil, qui entrave actuellement le processus d'adhésion, doit être réglée sans tarder.

L'avenir de l'Ukraine réside dans l'Union européenne. Nous soutiendrons les autorités ukrainiennes dans la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'adhésion à l'UE. L'UE devrait, dans la mesure du possible, aider l'Ukraine à se reconstruire et à se redresser sur la voie de la résilience au changement climatique, grâce aux énergies renouvelables, à des infrastructures modernes et à une économie durable et inclusive.

L'accueil de nouveaux membres doit donner un élan vital aux réformes internes afin de faciliter une prise de décision efficace et effective de l'UE. Chaque pays candidat doit pouvoir suivre sa propre voie en matière d'adhésion à l'UE, indépendamment des progrès des autres pays candidats.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

AGIR RAPIDEMENT POUR LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT

La montée de l'autoritarisme en Europe ces dernières années porte un coup dur aux progrès européens. Les citoyens et citoyennes des pays concernés sont avant tout des citoyens et citoyennes de l'UE, c'est pourquoi l'UE doit défendre leurs droits contre les prises de pouvoir des gouvernements. Nous devons rapidement mettre en place des procédures d'infraction pour cesser les violations au droit communautaire exercées par certains États membres. Pour ce faire, nous devons suivre un calendrier précis, notamment en ce qui concerne la procédure de l'article 7.

Nous mettrons en place un examen annuel des valeurs fondamentales afin de contrôler les violations de ces valeurs dans l'ensemble de l'UE, et de les sanctionner le cas échéant.

Nous devons veiller à ce que les fonds européens soient mis au service de la prospérité, de la démocratie et de l'État de droit. Il ne faut pas qu'ils disparaissent dans les poches des autocrates et de leurs amis. Le renforcement des outils de l'UE a permis de réaliser des progrès importants dans la lutte contre ce phénomène, mais ces derniers doivent être pleinement mis en œuvre.

L'accès à la justice doit devenir une réalité pour l'ensemble des citoyens et citoyennes de l'Union européenne. Les groupes les plus vulnérables, tels que les personnes à faibles revenus et les communautés marginalisées, doivent avoir le droit de trouver des réponses et des remèdes à l'injustice.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION : DES POLITIQUES QUI DOIVENT FAIRE PREUVE DE TRANSPARENCE ET DE RESPONSABILITÉ

La confiance des citoyens et citoyennes dans la démocratie repose sur l'intégrité politique. La transparence et la responsabilité sont essentielles au contrôle démocratique et à la surveillance publique. Lorsque la confiance dans les politiques et les institutions démocratiques est ébranlée, il faut agir.

Le scandale du Qatargate a montré que les institutions européennes ne sont pas armées pour lutter contre la corruption et les gros écarts de conduite. Plus que d'un nouvel organe consultatif, c'est d'une autorité éthique indépendante dont ont besoin les institutions européennes. Cette autorité éthique indépendante doit se doter du pouvoir et des ressources nécessaires pour enquêter et sanctionner les comportements contraires à l'éthique et les abus de pouvoir. Nous avons besoin d'une législation complète sur les activités de lobbying à l'échelle de l'UE, notamment d'un registre obligatoire en matière de transparence.

Les institutions européennes doivent gagner en transparence, notamment en publiant de manière proactive l'ensemble des documents relatifs à la législation en cours. Ces documents doivent également inclure les positions des différents États membres, car il est pratiquement impossible pour les citoyens et citoyennes de comprendre le processus de prise de décisions au sein du Conseil.

Les membres et les hauts fonctionnaires des institutions européennes doivent déclarer leur patrimoine de manière transparente, comme l'exigent de nombreux États membres. Ils ne doivent pas avoir le droit d'exercer des activités parallèles rémunérées pour le compte d'organisations de lobbying.

La corruption et l'usage abusif du budget de l'UE compromettent l'ensemble du projet européen. Nous soutenons les organismes chargés de protéger les intérêts financiers de l'UE, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et le Parquet européen. Nous appelons à ce que des ressources plus importantes soient allouées à la lutte contre la corruption.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Une Union des droits et des libertés : Pour un avenir véritablement féministe et antiraciste

Le Parti Vert Européen œuvre en faveur d'un monde protégé de la violence, du racisme, du sexisme, de la queerphobie et de la coercition. Nous nous battons pour un monde où les citoyens et citoyennes peuvent prendre leurs propres décisions concernant leur corps, sont libres d'aimer qui ils et elles veulent et où la justice raciale devient enfin une réalité. Un tel monde est possible. Jamais nous ne cesserons de nous battre pour lui. Plus les attaques afflueront, plus nous redoublerons de conviction, d'empathie et de détermination.

L'ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS

Nous défendons l'égalité des droits pour tout le monde. C'est pourquoi nous exigeons que la Charte des droits fondamentaux soit directement applicable aux citoyens et citoyennes d'Europe et que les droits fondamentaux deviennent des compétences directes de l'UE.

Nous préconisons une évaluation globale du cadre européen de lutte contre les discriminations et reconnaissons la nécessité d'une approche intersectionnelle et globale. Pour lutter efficacement contre la discrimination des communautés racisées et garantir l'égalité de droits et de traitement pour tout le monde, nous devons de toute urgence mettre à jour la directive horizontale anti-discrimination, qui fête ses 15 ans.

À BAS LE PATRIARCAT !

Toutes les femmes sont différentes, c'est pourquoi il est essentiel de les comprendre dans leur diversité pour lutter contre les inégalités et les discriminations dont elles sont victimes.

Une Europe féministe doit garantir des politiques qui assurent l'indépendance financière des femmes, notamment en mettant fin aux régimes fiscaux discriminatoires à l'égard des femmes et à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Pour ce faire, nous devons imposer des mesures contraignantes aux entreprises et aux pouvoirs publics.

Nous défendons un accès universel et égal à la garde d'enfants. Pour obtenir des congés maternité et paternité égaux en termes de rémunération et de durée, les directives sur l'équilibre entre vie professionnelle et sur le congé de maternité doivent être révisées.

L'intégration de la dimension de genre doit permettre de s'assurer que l'argent européen bénéficie de manière égale aux hommes et aux femmes. Nous défendons un mécanisme de parité contraignant pour les listes aux élections européennes et l'équilibre hommes-femmes dans les processus décisionnels de l'UE, notamment pour les postes les plus élevés. Nous devons allouer un portefeuille spécifique à la Commission européenne et au Conseil pour agir en matière de droits des femmes et d'égalité hommes-femmes.

NOS CORPS, NOS DROITS !

Nous nous battons pour que la liberté de reproduction soit accessible à un plus grand nombre de personnes. La santé et les droits sexuels et reproductifs, notamment le droit à un avortement sûr, sont des droits fondamentaux. Ils sont inscrits dans les traités de l'UE - en tant que principes et compétences essentiels de l'UE et dans la Charte des droits fondamentaux directement applicable. Tous les États membres de l'UE doivent garantir le droit à un avortement sûr et légal. Les soins liés à l'avortement font partie des services de santé essentiels.

Nous nous opposons à la régression dévastatrice des droits reproductifs dans le monde entier. Aucune personne ne devrait être criminalisée pour avoir cherché à accéder ou accédé à des services d'avortement. Les femmes doivent avoir accès à l'avortement médicalisé. Le Parti Vert



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Européen prône la mise à disposition de contraceptifs gratuits et de qualité pour tout le monde. Les jeunes ont droit à une éducation sexuelle complète.

METTRE FIN AUX VIOLENCES SEXISTES

Toutes les femmes et les filles d'Europe, y compris celles qui sont marginalisées en raison de leur race, de leur sexe, de leur identité sexuelle, de leur âge, de leurs caractéristiques sexuelles, de leur orientation sexuelle, de leur handicap, de leur classe sociale ou de leur statut migratoire, ont le droit de vivre à l'abri de la violence. Les violences sexistes constituent une violation brutale des droits de l'Homme et traduisent les rapports de force inégaux qui régissent nos sociétés.

Nous nous battons sans relâche pour la mise en place d'une législation européenne complète qui puisse empêcher, répondre et mettre fin aux violences sexistes perpétrées en ligne et hors ligne dans l'ensemble de l'UE. Cette législation doit permettre d'aborder la problématique des violences sexistes avec une approche intersectionnelle et structurelle. Nous soulignons le rôle joué par les communautés, en particulier les communautés marginalisées, dans la prévention des dommages et le renforcement des droits des femmes touchées par ces violences grâce au soutien spécialisé, à l'accès à la justice et à la protection des victimes. Tous les États membres de l'UE doivent ratifier la Convention d'Istanbul. Les violences sexistes doivent figurer dans la liste des crimes reconnus par l'UE.

FIERTÉ, RESPECT ET ÉGALITÉ POUR LES PERSONNES LGBTQIA+

L'UE doit mettre en place une nouvelle stratégie pour l'égalité LGBTQIA+, afin de garantir la protection des personnes trans, intersexuées et non binaires dans le cadre juridique européen, en comblant les lacunes législatives en matière de non-discrimination et de crimes de haine. Nous voulons mettre fin aux mutilations génitales des personnes intersexuées. Nous militons pour une reconnaissance légale du genre qui soit fondée sur l'autodétermination et pour que les personnes transgenres puissent avoir accès à des soins de santé spécifiques. Nous devons agir politiquement pour interdire, à l'échelle de l'UE, les "thérapies de conversion" et la stérilisation forcée des personnes transgenres. Les droits des familles qui arborent le drapeau arc-en-ciel doivent être protégés dans l'ensemble de l'UE, notamment la pleine application de la liberté de circulation sans perte de droits.

LUTTER CONTRE LE RACISME ET L'EXCLUSION

Le racisme en Europe n'est pas seulement un problème d'attitudes individuelles, il s'agit également d'un défi structurel et systémique qui doit être abordé en tant que tel. L'UE doit intégrer la justice raciale dans l'ensemble de ses politiques, en se fondant sur la participation significative de toutes les communautés ethniques et racisées, afin de tenir compte de leur vécu.

L'antisémitisme et le racisme antimusulman sont en hausse. L'UE doit offrir un espace de vie sûr à ses citoyens et citoyennes. Nous protégerons les communautés juives et musulmanes et nous nous battons pour mettre fin à toutes les formes de discrimination.

Nous veillerons à la mise en œuvre du plan d'action de l'UE contre le racisme. Nous ferons en sorte qu'il soit renouvelé en 2025, à l'aide d'un financement approprié et d'un organe consultatif de la société civile. Chaque État membre doit se doter d'un plan d'action.

96% des membres du Parlement européen sont blancs. Ce manque de représentation pose un véritable problème démocratique. Le Parti Vert Européen veille à présenter des candidats issus de communautés racisées sur les listes électorales. Nous encourageons activement les membres du parti issus de communautés racisées et de minorités ethniques à se présenter au Parlement européen.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

LA VOIX DES JEUNES COMPTE : PLUS DE DROITS POUR UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION

Nous nous battons pour fixer l'âge minimum du vote à 16 ans pour toutes les élections en Europe, à commencer par les élections européennes, et à 18 ans pour se présenter en tant que candidat. Le Parti Vert Européen veille à réserver aux jeunes candidats des places éligibles sur les listes des partis.

Nous devons mettre la législation européenne au service des jeunes. L'Union européenne doit œuvrer en faveur de l'adoption d'une Convention internationale sur les droits des jeunes. Nous devons institutionnaliser les méthodes de consultation, telles que les dialogues annuels avec les organisations représentatives de la jeunesse et les agoras jeunes citoyennes. Les analyses d'impact législatif doivent systématiquement inclure les jeunes. Une partie des fonds de l'UE doit être allouée au financement des organisations de jeunesse.

NON À L'ÂGISME

L'âge ne doit pas constituer un obstacle à une vie pleine et active. Les personnes âgées sont trop souvent victimes de discrimination et d'exclusion en raison de leur âge. Les personnes âgées font partie des groupes sociaux les plus exposés à la pauvreté et à l'exclusion numérique. Le Parti Vert Européen s'oppose à l'âgisme dans les politiques européennes. Les personnes très âgées connaissent la croissance démographique la plus rapide en Europe et nous devons faire preuve de résilience. Nous soutenons les mesures qui favorisent l'inclusion des personnes âgées et leur participation en matière de politique, telles que l'adhésion au Réseau mondial des villes et communautés amies des aînés de l'OMS.

Nous exigeons des pensions équitables pour toutes les personnes âgées de l'UE. Il s'agit également d'assurer la liberté de circulation des bénéficiaires de ces pensions afin qu'ils puissent y accéder quel que soit leur lieu de résidence dans l'UE. Nous souhaitons que l'ensemble des seniors de l'UE, à partir de l'âge de la retraite, puissent bénéficier de pensions qui les mettent à l'abri de la pauvreté. Dans le même temps, nous soutenons les approches qui autorisent des périodes de transition entre l'apprentissage, le travail, les soins familiaux, les périodes de chômage, le temps libre et la retraite lors des différentes étapes de la vie des individus.

Nous souhaitons mettre en place des services de soins solides qui contribuent au bien-être des personnes nécessitant des soins de longue durée, ainsi qu'à celui de leurs familles et de leurs communautés. La justice intergénérationnelle n'est pas qu'une idée abstraite : nous devons ancrer l'échange entre les générations dans les systèmes éducatifs et, plus largement, dans les activités communautaires.

POUR UNE EUROPE ACCESSIBLE À TOUS

Les personnes en situation de handicap au sein de l'Union européenne doivent pouvoir participer pleinement à la vie politique, sociale et publique, notamment en ce qui concerne l'emploi. Nous défendrons un contrôle et une application efficaces de la législation européenne en matière d'accessibilité. Nous œuvrerons en faveur de l'introduction d'une carte d'invalidité reconnue à l'échelle de l'UE. Pour évaluer l'impact des politiques et suivre les progrès réalisés en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap, l'UE doit collecter des données ventilées par sexe, âge et type de handicap.

UNE UNION DES DROITS ET DES LIBERTÉS : PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

La protection des droits de l'ensemble des citoyens et citoyennes est un élément essentiel du combat contre l'extrême droite. Partout en Europe, l'extrême droite instrumentalise la problématique de la migration pour favoriser la peur et la rancœur. Elle souhaite faire reculer les droits et les



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

libertés des femmes, des membres de la communauté LGBTQIA+ et des personnes racisées. Nous luttons contre ce retour en arrière, en défendant résolument la démocratie, la liberté et les droits de l'Homme.

DÉFENDRE LES DROITS DE L'HOMME GRÂCE À UN SYSTÈME D'ASILE

Nous soutenons un système d'asile équitable fondé sur la solidarité et le partage des responsabilités, qui défend les droits de l'Homme et la dignité humaine. Nous croyons fermement que là où il y a une volonté politique, il y a la possibilité de relever les défis humanitaires et de protéger les personnes en quête de sécurité avec humanité. Nous défendons les principes fondamentaux de l'Union européenne. Il est donc impossible de faire l'impasse sur le droit d'asile.

Nous travaillons à la mise en place d'un système d'asile régi par des procédures rapides et décentralisées. Les États membres doivent partager équitablement la responsabilité des demandes d'asile. Nous croyons fermement que la mise en place d'un mécanisme de relocalisation obligatoire est nécessaire. Les partis de l'ensemble du spectre politique se sont laissés entraîner vers des politiques migratoires d'extrême droite, comme le reflète tristement le nouveau pacte européen sur la migration et l'asile. Nous avons utilisé habilement la directive relative à la protection temporaire pour répondre à la situation des réfugiés provoquée par la guerre en Ukraine. Ce processus devrait être reproduit.

Nous exigeons des visas européens pour les défenseurs des droits de l'Homme et de l'environnement. Nous visons à fournir une protection juridique aux personnes déplacées de force en raison de la crise climatique et des catastrophes environnementales. Cette protection passe par la création de visas climatiques pour permettre aux victimes de catastrophes naturelles de trouver la protection et la sécurité dont elles ont besoin dans l'Union européenne. L'objectif est également de soutenir la mise en œuvre de processus pour lutter contre l'apatridie, une autre conséquence de la crise climatique. Nous devons également prendre en compte les demandeurs d'asile LGBTQIA+, qui sont particulièrement vulnérables.

DÉCRIMINALISER LES PERSONNES EN DÉPLACEMENT

La violence exercée à l'encontre des personnes en quête de protection ne cesse d'augmenter. Nous ne pouvons plus le tolérer. Il est temps de mettre fin à la violence, à la torture et aux traitements inhumains et dégradants qui se jouent aux frontières de l'Europe, tels que les renvois forcés illégaux.

La législation européenne visant à harmoniser les normes relatives aux procédures d'asile, aux conditions d'accueil et aux garanties doit être appliquée. Nous ne pouvons tolérer l'emprisonnement, les mauvais traitements et les abus perpétrés à l'encontre des personnes qui voient en l'UE la promesse de conditions de protection et de vie meilleures.

LE SAUVETAGE N'EST PAS UN CRIME

Nous exigeons une mission européenne de recherche et de sauvetage en Méditerranée financée et dirigée par l'UE. Nous soutenons également le renforcement du mandat et de la responsabilité humanitaires de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Le contrôle de l'agence doit être renforcé par le biais des parlements nationaux et du Parlement européen. Nous souhaitons mettre fin à la criminalisation de l'aide humanitaire et à l'utilisation prolifique de l'état d'urgence qui limitent l'accès à l'asile et les droits légitimes de contrôle de la société civile et des médias. Personne ne devrait aller en prison pour une demande d'asile. Les demandeurs d'asile devraient se voir garantir l'accès à une aide juridique.



PAS D'ACCORDS DOUTEUX AVEC LES DICTATEURS

Nous nous opposons fermement aux "accords sur les migrations", tels que celui conclu avec la Tunisie, dans le cadre duquel l'UE paie des pays pour qu'ils empêchent les migrants d'entrer sur leur territoire. Toute coopération avec des pays tiers en matière de migration doit faire l'objet d'une évaluation des droits de l'Homme. Il est contraire à l'éthique de conditionner la coopération au développement avec les pays tiers à la "gestion des migrations". Nous ne pouvons tolérer l'exploitation des réfugiés et des migrants à des fins géopolitiques. La traite des êtres humains ne doit jamais être une arme de guerre hybride.

UNE POLITIQUE MIGRATOIRE ÉQUITABLE QUI BÉNÉFICIE À TOUS

Au fil de l'histoire, les gens se sont toujours déplacés d'un endroit à l'autre. Les migrations sont aussi vieilles que le monde et nous devons revenir à ce pragmatisme. La migration peut profiter à tout le monde. Elle peut permettre de répondre au manque de main-d'œuvre, qui constitue aujourd'hui un défi économique majeur. Les migrants apportent une contribution essentielle à l'économie européenne et enrichissent notre culture, nos communautés et notre vie quotidienne.

La mise en place de canaux de migration légaux et accessibles est une condition préalable à l'abolition de la traite et de l'exploitation des êtres humains. Nous souhaitons élaborer un nouveau Code des migrations, plus exhaustif, qui prévoit des possibilités d'obtention de visa pour le regroupement familial et le travail à différents niveaux de qualification. Ce code devrait également permettre aux migrants qui se trouvent déjà dans l'UE de changer de statut, par exemple de passer d'étudiant à salarié. Nous souhaitons faciliter le travail et l'intégration des nouveaux arrivants en leur donnant accès à l'éducation, à un soutien linguistique et à des possibilités d'emploi.

Pour lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants, nous devons garantir l'accès à la justice dans tous les pays européens. Nous réclamons une campagne globale de régularisation des "sans-papiers" de longue durée vivant dans les pays de l'UE. Quel que soit leur statut, les personnes qui se rendent dans l'Union européenne pour y faire leur vie doivent pouvoir bénéficier de droits sociaux, culturels, économiques et civiques égaux, notamment la liberté de circulation, le droit au travail et à la protection sociale, ainsi que l'accès aux soins de santé et à l'éducation.

Lutter contre la traite des êtres humains et l'exploitation du travail

Nous voulons lutter contre la traite des êtres humains et l'exploitation du travail au sein de l'UE. Nous souhaitons protéger les victimes, notamment grâce à des programmes de protection et de droits de résidence. En reconnaissant l'universalité des droits du travail, nous pouvons lutter efficacement contre les formes graves d'exploitation, desquelles peuvent résulter la traite des êtres humains. Chaque travailleur et travailleuse, quel que soit son statut de résidence, bénéficie de droits de protection contre les abus du travail illégal, en vertu de la législation européenne sur les droits des victimes et la lutte contre la traite des êtres humains. Ces droits doivent devenir une réalité.

POUR UN MONDE NUMÉRIQUE ÉQUITABLE ET SÛR

Le numérique occupant une place de plus en plus importante dans nos vies, les libertés et protections qui existent hors ligne doivent également s'appliquer aux espaces en ligne. Il est essentiel d'empêcher la propagation de la haine en ligne pour s'assurer que certains groupes ne sont pas exclus de l'arène politique. Il est essentiel de contrer la désinformation pour que les institutions démocratiques puissent fonctionner et garantir la confiance.

Avec la loi sur les services numériques, l'Union européenne a progressé dans la lutte contre la désinformation et la régulation des plateformes en ligne. Ses dispositions doivent à présent être appliquées. Les plateformes en ligne doivent protéger les contenus légaux, faire l'objet d'un contrôle public et faire preuve de transparence sur le retrait des contenus illégaux.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Les femmes et les personnes racisées sont particulièrement touchées par la haine en ligne. Les espaces numériques ne doivent contenir aucun discours de haine ni discrimination illégale. L'UE doit se servir de ses pouvoirs pour faire des manifestations de haine les plus nuisibles des crimes européens, en établissant des règles minimales en ce qui concerne leur définition et les sanctions correspondantes. Nous soutenons les plateformes, les organisations de la société civile et les initiatives médiatiques qui promeuvent l'éducation aux médias et les stratégies de lutte contre la haine.

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) protège notre droit à la vie privée, y compris de la surveillance gouvernementale. Nous ferons pression pour que les citoyens et citoyennes puissent obtenir le droit de ne pas être pistés. L'UE doit prendre la tête de la lutte mondiale contre la surveillance de masse. Une législation européenne adéquate doit protéger les citoyens et citoyennes contre l'utilisation abusive de logiciels espions et empêcher les États membres de se soustraire à l'obligation de rendre des comptes au nom de la sécurité nationale.

PLACER L'HUMAIN AU CENTRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le potentiel de l'intelligence artificielle (IA) est immense. Toutefois, nous devons garder à l'esprit que l'IA peut soulever des défis considérables pour la société. Pour faire face à ces risques, nous allons appliquer le principe selon lequel les humains doivent garder le contrôle des systèmes d'IA et que ces systèmes doivent respecter l'autonomie, la dignité et le pouvoir de décision de l'être humain. L'IA doit être au service des personnes, de la société et de la planète, et non au service des États de surveillance ou du capitalisme technologique.

Nous devons donc imposer des limites strictes. Nous devons interdire les pratiques qui vont le plus à l'encontre de l'éthique et de la démocratie dans l'UE, telles que la surveillance biométrique de masse, les systèmes d'IA qui reconnaissent les émotions, le genre ou l'orientation sexuelle, ainsi que la surveillance prédictive basée sur l'IA. Nous devons renforcer et appliquer les lois relatives à la non-discrimination et à la protection des données afin de veiller à ce que les systèmes d'IA ne discriminent pas les communautés racisées. Nous devons poursuivre nos efforts en matière de cybersécurité pour lutter contre les attaques de piratage basées sur l'IA, en mettant l'accent sur la protection des infrastructures essentielles. Les systèmes d'IA doivent être conçus et utilisés de manière transparente. Les applications telles que les deepfakes ou les chatbots doivent être clairement identifiées comme telles.

Nous veillerons également à mettre l'IA au service, et non au détriment, du pacte vert, grâce à des dispositions environnementales clés. Les travailleurs et travailleuses doivent toujours avoir la possibilité de se déconnecter des systèmes d'IA sur leur lieu de travail. La législation relative aux droits d'auteur doit être correctement appliquée dans le contexte des modèles d'IA afin de protéger pleinement les créateurs de contenu. Nous soutenons le concept de "dignité des données", selon lequel les données qui résultent d'actions humaines ne peuvent pas être exploitées gratuitement par les développeurs d'IA, puisqu'elles appartiennent avant tout aux humains qui ont permis de les générer.

POUR UN ESPACE CIVIQUE FORT ET DYNAMIQUE

Les organisations de la société civile (OSC) sont au cœur de toute démocratie. C'est pourquoi nous devons les renforcer et leur donner une dimension véritablement européenne. Nous réclamons la mise en place d'un mécanisme européen pour protéger la société civile, les activistes ainsi que les défenseurs et défenseuses contre toute forme d'attaque, de discrimination et de harcèlement. Grâce à ce mécanisme, les OSC devraient être en mesure de signaler de telles attaques, notamment grâce à un système d'alerte précoce. Il faut également garantir un financement adéquat, tant à l'échelle européenne que nationale.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Nous devons absolument prendre des mesures pour garantir un dialogue régulier, significatif et structuré avec la société civile durant les procédures législatives. Nous accorderons un statut aux associations transfrontalières européennes et aux organisations à but non lucratif. Nous plaillons en faveur de l'instauration d'un dialogue civil à l'échelle de l'UE, sur le modèle du dialogue social, entre les OSC et les institutions de l'UE.

DES MÉDIAS LIBRES ET INDÉPENDANTS POUR L'EUROPE

La concentration des médias a atteint des niveaux alarmants. Elle constitue une menace pour l'indépendance éditoriale et économique. Les lois antiterroristes et les mesures de surveillance de masse à grande échelle entravent la protection des sources journalistiques. Les journalistes d'investigation sont muselés par des méthodes telles que les procès en diffamation et les procédures judiciaires abusives.

Il est nécessaire d'établir un cadre européen pour empêcher la concentration des médias et permettre aux journalistes de travailler librement. Le journalisme d'investigation a besoin de garanties spécifiques. Le journalisme libre et indépendant ne doit jamais être une question de moyens financiers. Nous souhaitons surveiller de près l'application du droit communautaire, notamment en examinant les lois relatives aux droits d'auteur, aux secrets commerciaux, au règlement sur la protection des données et à la directive sur les services de médias audiovisuels, afin de veiller à ce qu'aucune utilisation abusive n'en soit faite. Nous travaillerons à la mise en œuvre de la future loi sur la liberté des médias et de la directive anti-SLAPP (Strategic Lawsuits against Public Participation).

Nous soutenons l'émergence de médias paneuropéens et le développement de contenus de qualité relatifs aux affaires européennes, à la citoyenneté européenne et à l'identité européenne. Il s'agit d'éléments essentiels au bon fonctionnement d'un espace civique et d'information commun à l'échelle européenne, et contribuent à dissiper les mythes liés à l'UE et de développer un sentiment d'appartenance à l'Europe.

LA CULTURE, L'ÉTINCELLE DU CHANGEMENT

L'art et la culture comptent parmi les outils les plus puissants dont peut disposer une société pour raconter des histoires, faire évoluer les mentalités et renforcer la solidarité. La richesse de notre patrimoine culturel, la variété et le dynamisme de notre scène artistique unissent l'Europe, tout en la rendant unique et attrayante. Au sein du Parti Vert Européen, nous croyons en la valeur de l'expression artistique en tant qu'élément essentiel de notre démocratie. Nous pensons également que les mondes de la culture et de la créativité peuvent jouer un rôle politique important, nous permettant de réfléchir à des solutions aux défis de notre temps. Nous souhaitons soutenir la liberté d'expression culturelle grâce à des financements publics et en luttant contre les attaques des forces d'extrême droite.

La capacité à produire ensemble est un aspect véritablement transformateur du programme "Europe créative". Il est essentiel de poursuivre le soutien à la production et à la distribution de l'art et de la culture produits à travers l'Europe, notamment en encourageant l'expérimentation et la diversité des expressions et des formes d'organisation.

Nous ferons pression pour que l'UE adopte une stratégie qui permette d'impliquer les secteurs culturels dans le pacte vert et social et dans tout processus constitutif sur l'avenir de l'Europe. La diplomatie et les échanges culturels doivent faire partie du processus d'adhésion de tous les pays désireux de rejoindre l'UE.

Ayant tiré les leçons difficiles de la pandémie, nous exigeons ainsi la création de normes européennes communes en matière d'emploi, de garanties sociales et de conditions de travail dans les secteurs de la culture et de la création. Nous souhaitons créer un statut européen de l'artiste.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Cela permettrait d'établir un cadre commun pour garantir des conditions de travail optimales et des normes minimales aux artistes et aux travailleurs et travailleuses du domaine de la culture en UE, notamment en ce qui concerne les plateformes de diffusion en continu.

DÉFENDRE SCHENGEN, PROFITER DE LA LIBRE CIRCULATION

La liberté de circulation - le droit des personnes à voyager et à se déplacer dans l'Union européenne librement et sans entrave - a touché et façonné la vie des citoyens et citoyennes de l'UE comme aucune autre réalisation. Des millions de personnes ont construit leur vie et leurs relations dans d'autres pays de l'UE que le leur, et des millions d'autres franchissent régulièrement les frontières nationales pour des raisons professionnelles ou de loisirs.

Comme nous l'a rappelé le retour des contrôles frontaliers lors de la pandémie, l'époque des files d'attente aux frontières est heureusement révolue. Nous avons l'intention de faire en sorte qu'il en reste ainsi. Les institutions européennes doivent agir pour endiguer la résurgence et le maintien des contrôles frontaliers au sein de l'espace Schengen, qui sont illégaux, notamment en ce qui concerne la justification des migrations. Nous devons accueillir la Bulgarie et la Roumanie, des membres de l'UE qui ont rempli toutes les conditions d'adhésion à l'espace Schengen, en veillant à ce que leurs citoyens et citoyennes puissent jouir de leurs pleins droits en tant que citoyens et citoyennes de l'UE.

UNE POLICE SANS PRÉJUGÉS

Dans l'Union européenne, personne n'est au-dessus de la loi, pas même la police ou les agences de sécurité. Ce principe de base, pourtant garant des droits fondamentaux de chaque citoyen et citoyenne, est régulièrement mis à mal, comme en témoignent les cas trop fréquents de brutalité policière.

Pour protéger les droits des groupes racisés, particulièrement exposés à la violence policière et au profilage, la directive européenne sur l'égalité raciale doit être mise à jour pour couvrir explicitement la violence policière et institutionnelle. Le droit de manifester étant de plus en plus menacé, nous défendrons le droit de se réunir et de manifester pacifiquement conformément au droit international et européen.

UNE LUTTE EUROPÉENNE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

La criminalité organisée nuit à nos démocraties, met nos vies en danger et détruit notre environnement. La criminalité organisée opérant à l'échelle transnationale, elle ne peut être combattue que par la coopération européenne. Nous soutenons les politiques qui améliorent les échanges et les flux d'informations entre les services de police et de renseignement européens. Nous avons également pour projet de créer un programme d'échange entre les policiers à l'échelle européenne.



CHAPITRE III : LE COURAGE D'ASSUMER SES RESPONSABILITÉS - CONSTRUIRE UNE UNION DE LA SÉCURITÉ, DE LA PAIX ET DE LA JUSTICE MONDIALE

Yulia a quitté sa ferme quatre mois après le début des combats. La récolte a toujours été la meilleure période de l'année, mais cette année, c'était trop dangereux. De toute façon, le grain n'avait nulle part où aller.

Le blocus russe a été une tragédie pour Yulia, comme pour les millions de personnes qui dépendent des exportations alimentaires ukrainiennes dans le monde entier. Tout comme l'économie ukrainienne a été façonnée par les besoins de la Russie au fil des siècles, les pratiques commerciales injustes et les séquelles du colonialisme font que des régions entières ne parviennent pas à subvenir à leurs propres besoins alimentaires. Les vagues de chaleur et les sécheresses ne font qu'aggraver cette situation.

Nous avons besoin d'une transition juste et globale car notre avenir, c'est l'avenir de tous, et inversement. La paix, la prospérité et la durabilité sont liées. Elles constituent l'équilibre de notre monde. Nous ne pouvons nous passer d'aucun de ces piliers.

L'insécurité et les conflits se multiplient, des guerres aux tentatives de génocide, tandis que les régimes autocratiques mettent en péril les valeurs démocratiques et le dialogue international.

L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie a marqué un tournant dans l'histoire de notre continent et du monde. Elle viole les règles du droit international, de la paix et de la sécurité.

Au Parti Vert Européen, nous continuons d'exprimer notre solidarité et notre soutien à l'Ukraine, et nous maintenons notre soutien financier et militaire. La lutte du peuple ukrainien pour la liberté, la paix et l'adhésion à l'Union européenne est également la nôtre.

L'Ukraine est loin d'être un cas isolé. Dans le monde entier, la paix et la sécurité sont menacées. Des conflits douloureux font rage au Moyen-Orient, dans le Caucase, au Sahel et en Afrique centrale.

À mesure que les tensions grandissent et que l'espace réservé à la démocratie et à la société civile se réduit, les espoirs quant à l'intégrité du système international et la possibilité d'un monde meilleur s'en trouvent sapés. La dépendance de l'Europe à l'égard des régimes autoritaires nous a trop longtemps rendus aveugles à cette réalité.

L'intensification de la crise climatique, des catastrophes naturelles et de la course aux ressources se produit en parallèle d'inégalités mondiales qui restent ancrées dans les relations économiques, les accords commerciaux et les institutions multilatérales. Le colonialisme et son héritage sont toujours présents.

Dans le monde actuel, l'Union européenne doit s'imposer en tant qu'acteur fort. L'UE est et restera un projet de paix. La sécurité de l'UE, la paix et les valeurs universelles doivent être défendues à l'échelle européenne, mais également à l'échelle mondiale.

Les droits de l'Homme et la prospérité économique ne peuvent être un luxe réservé aux plus riches. La justice mondiale, la bonne gouvernance, les normes et institutions démocratiques contribuent à l'épanouissement d'un pays. Ces éléments sont essentiels pour garantir un monde sûr, coopératif et pacifique.

La clé de cet avenir réside dans une transition juste et globale, qui profite à tous les pays et à toutes les régions.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

Pour ce faire, l'UE doit commencer par obtenir une plus grande sécurité sur le plan géopolitique et économique et en agissant sur le plan international. Pour l'UE, notre sécurité dépend également de notre soutien à l'Ukraine.

Nous ferons des valeurs, de la paix et de la réconciliation des priorités pour les politiques internationales de l'UE, pour construire un monde plus stable grâce à la sécurité humaine, à la diplomatie et à la prévention des conflits. À ces fins, l'UE doit travailler en coopération avec toutes les institutions qui soutiennent la paix, les droits de l'Homme et le multilatéralisme.

Nous avons le courage de faire de l'UE une force pour un monde différent et plus juste.

La transition écologique de l'Europe est à la fois un outil géopolitique et une responsabilité mondiale. La diplomatie climatique et la coopération en matière de technologies vertes et d'investissements orienteront la direction mondiale de l'UE.

Nous nous battons pour la justice mondiale. L'UE peut changer les règles actuelles du commerce, bien trop inégales, pour rendre le monde plus juste et plus équitable. Tous les pays doivent trouver leur intérêt dans cette nouvelle économie mondiale décarbonée.

Un monde sûr et pacifique, dans lequel l'Europe travaille avec ses partenaires pour faire passer la planète et ses habitant-e-s avant la guerre et l'exploitation.

C'est à cet avenir que nous aspirons. L'Europe peut contribuer à sa construction.



UNE UNION POUR LA PAIX, LA COOPÉRATION ET LES DROITS DE L'HOMME

La politique de sécurité est et restera au centre de l'agenda de l'UE. Le Parti Vert Européen reste convaincu que l'UE a besoin d'un nouvel état d'esprit et d'une volonté claire d'agir.

Il est temps de redonner vie au multilatéralisme et à une politique étrangère fondée sur des valeurs. L'Union européenne a puisé sa force dans l'intégration, le partage et la connexion, pas dans la désolidarisation ou le cloisonnement. Les progrès réalisés dans le cadre du projet européen doivent également guider nos relations internationales. Nous devons rester solidaires avec nos partenaires et tisser un vaste réseau de liens et de partenariats stratégiques en travaillant de concert dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté.

La transition écologique a toujours été une question de sécurité. Grâce à un meilleur contrôle du système énergétique, des technologies cruciales et des chaînes d'approvisionnement essentielles, l'UE peut agir plus profondément sur la politique étrangère et la mise en place d'une transition juste à l'échelle mondiale. C'est l'occasion pour l'UE de devenir un acteur plus efficace aux côtés de ses partenaires et des institutions multilatérales, en faisant progresser la paix, la sécurité, les valeurs universelles, les Objectifs de développement durable, les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde entier.

UNE COOPÉRATION FONDÉE SUR DES VALEURS ET DES PRINCIPES UNIVERSELS

Pour défendre les droits de l'Homme, les valeurs universelles et un ordre international fondé sur des règles, l'UE doit donner la priorité à la coopération et construire des alliances avec des partenaires démocratiques. Dans la mesure du possible, nous devons agir avec des alliés et des partenaires de même sensibilité, tout en conservant notre capacité à agir de manière indépendante lorsque cela s'avère nécessaire.

Le Parti Vert Européen envisage une Union européenne qui travaille en étroite collaboration avec des démocraties et des partenaires qui partagent ses idées, afin de s'opposer aux agresseurs du monde entier et de tisser des liens de coopération multilatérale en dehors des pays du Nord. L'UE doit être prête à travailler avec toutes les parties engagées en faveur de la paix, des droits de l'Homme, du multilatéralisme et du droit international.

LE MULTILATÉRALISME ET LA COOPÉRATION AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ MONDIALE

La paix et la liberté ne peuvent se construire que si l'UE noue des relations équitables et fondées sur des valeurs avec ses partenaires. Nous croyons en la solidarité internationale et au multilatéralisme. Les Nations unies défendent les valeurs mondiales que nous partageons. Nous défendrons ces valeurs contre les attaques qu'elles subissent et plaiderons en faveur de réformes visant à renforcer la transparence, la responsabilité et l'efficacité.

En ces temps difficiles, l'UE doit saisir toutes les opportunités de coopération internationale et actionner tous les canaux de coopération pour préserver la paix, notamment au sein de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Nous devons renforcer le système multilatéral en nous assurant que les pays du Sud sont mieux représentés, notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et des institutions financières internationales. Nous plaidons en faveur d'une réforme du système des Nations unies, en particulier du Conseil de sécurité, afin de garantir une représentation équitable et proportionnelle de toutes les régions du monde et de permettre à des organisations régionales telles que l'UE d'en devenir des membres à part entière. Le droit de veto au sein du Conseil de sécurité doit être aboli au profit de la prise de décision internationale, ce qui permettrait de s'éloigner du système hégémonique.



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

La sécurité mondiale ne peut être assurée que par le respect, la promotion et le développement du droit international. Le Parti Vert Européen veillera à ce que l'UE se serve de son influence internationale pour encourager les pays, tels que les États-Unis, à adhérer au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, afin de garantir la protection des droits de l'Homme à l'échelle mondiale.

L'Union européenne doit défendre les droits de l'Homme et la protection du droit humanitaire international. À ce titre, il est de notre responsabilité commune de veiller à ce qu'aucun crime de guerre ou violation des droits de l'Homme ne reste impuni. Le respect de cet engagement est le meilleur moyen de garantir un multilatéralisme qui s'appuie sur la force du droit international, et non sur la loi du plus fort.

Pour l'UE, l'approche multilatérale passe également par le renforcement et l'approfondissement de sa coopération avec l'OTAN, tout en respectant une stricte répartition des compétences, sans créer de précédent. Les États membres décident eux-mêmes de leur adhésion à l'OTAN. L'UE a le devoir collectif de préserver ses États membres des oscillations des acteurs extérieurs et de créer les conditions nécessaires à la libre détermination de leur engagement dans un environnement géopolitique qui ne cesse d'évoluer.

UN NOUVEAU CONTRAT DE PAIX POUR L'EUROPE

Face à la multiplication des conflits dans le monde, notamment dans le voisinage européen, l'UE doit travailler de concert avec ses partenaires internationaux pour consolider la paix et réduire les risques de conflit. Nous adopterons une approche transformationnelle pour nous attaquer aux causes profondes des conflits, en renforçant la prévention civile des conflits, la médiation, la réconciliation et la gestion des crises au-delà des frontières, notamment grâce à la consolidation et au maintien de la paix, ainsi que l'application de la loi.

Le lien entre climat et sécurité ne se limite pas à la stabilité de l'UE. Les initiatives en matière de climat et d'environnement, ainsi que les efforts visant à renforcer la participation politique, sociale et économique des femmes, sont essentiels à la construction de la paix et au maintien de la sécurité par le biais du développement. À chaque hausse des dépenses militaires, nous devons également augmenter le financement de ce type d'initiatives.

Les interventions militaires ne doivent être lancées qu'en dernier recours. Elles doivent être élaborées dans le cadre de stratégies politiques à long terme, dans le respect du droit international. Nous devons toujours les soumettre à l'approbation et au contrôle des parlements concernés. Nous soutenons le développement d'une Union européenne de la sécurité dans le cadre des structures existantes, sur la base de ces principes.

En ce qui concerne le conflit au Moyen-Orient, nous ferons pression pour que l'UE relance les négociations politiques pour progresser vers une solution à deux États, s'appuyant sur des frontières sûres et reconnues. L'instauration d'une paix durable dans la région exige des résultats négociés qui respectent le droit d'Israël et de la Palestine à exister en tant qu'États démocratiques et souverains, ainsi que le droit du peuple palestinien à disposer de son propre foyer. Nous exigeons que toutes les parties répondent de leurs actes lors d'enquêtes indépendantes portant sur toutes les violations potentielles au droit international. Nous appelons l'UE et ses États membres à soutenir le travail de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de justice.

Chypre souffre toujours de l'occupation militaire consécutive à l'invasion turque de 1974. La séparation géographique des Chypriotes fondée sur l'origine ethnique et la religion constitue une violation des libertés fondamentales et des droits de l'Homme en Europe. Nous appelons à la reprise des pourparlers portant sur la résolution de la question chypriote sous la direction de l'ONU.



UNE UNION EUROPÉENNE DE LA SÉCURITÉ

Aucun pays ne peut lutter seul contre les menaces qui pèsent sur sa sécurité. C'est pourquoi l'UE doit mettre en place une Union de la sécurité qui mette l'accent sur la sécurité humaine et les besoins des populations. Il s'agit d'une approche essentielle à la protection des droits de l'Homme, à la prévention des conflits, à la création et au maintien de la paix.

La sécurité n'est pas seulement une question de défense. Elle comprend également des sociétés civiles fortes, une transition juste à l'échelle mondiale et des stratégies préventives à long terme. Nous devons agir à court et long terme, en ciblant les conflits classiques mais aussi les menaces hybrides, les États mais aussi les sociétés civiles. Nous plaçons en faveur d'un Service européen pour l'action extérieure solide, qui constitue la force d'une diplomatie véritablement multinationale, et permette de lutter contre l'impunité et de construire la réconciliation et une paix durable.

Nous exigeons la mise en œuvre d'une politique crédible en matière de solidarité et d'assistance mutuelle au sein de l'Union européenne, conformément à l'article 42, paragraphe 7, du traité sur l'Union européenne. Cela implique une coopération en matière de moyens militaires et de création de synergies, notamment par la promotion de l'interopérabilité et la coordination des systèmes d'acquisition, de maintenance et d'approvisionnement. Nous devons également redoubler d'efforts en matière de cybersécurité pour contrer la menace croissante de la désinformation et de l'ingérence numérique dans les démocraties souveraines.

SE DÉTACHER DES RÉGIMES AUTORITAIRES

Nous devons tirer les leçons de nos erreurs du passé. Pendant trop longtemps, les membres de l'Union européenne ont fait preuve de complaisance en ce qui concerne leur dépendance économique vis-à-vis des régimes autoritaires. Aveuglée par la perspective des combustibles fossiles, l'UE a ignoré la montée de l'autoritarisme de Poutine, les violations aux droits de l'Homme et la menace que son régime faisait peser sur la sécurité internationale. Le Parti Vert Européen veillera à ce que l'Europe ne commette pas la même erreur avec d'autres régimes bellicistes dans le monde.

Nous reconnaissons la menace que la Chine fait peser sur Taïwan, qui met en péril la paix et la sécurité internationales. Nous plaçons en faveur d'une politique européenne active, lucide et commune à l'égard de la Chine. L'UE doit mettre en œuvre une politique solide en matière de droits de l'Homme, qui commence par la réduction des risques qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement et le renforcement de l'autosuffisance dans un monde gagné par l'instabilité climatique et la progression des tensions politiques, tout en reconnaissant la nécessité de l'interdépendance pour garantir un système international pacifique et une transition juste à l'échelle mondiale.

LUTTER POUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE

Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans la défense des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'autodétermination, ainsi que dans la lutte contre la corruption et la discrimination. Elles sont des alliées naturelles de l'Union européenne et contribuent à la construction d'un monde meilleur. Malheureusement, les droits de l'Homme dans le monde sont trop souvent bafoués. Partout des écologistes, des journalistes d'investigation, des femmes, des membres de la communauté LGBTQIA+, des défenseurs des droits fonciers des peuples autochtones, des syndicalistes et des responsables politiques progressistes sont intimidés, soumis à des campagnes de diffamation, emprisonnés sur la base de fausses accusations et, dans le pire des cas, assassinés.

Le Parti Vert Européen mettra pleinement en œuvre les lignes directrices de l'UE relatives aux défenseurs des droits de l'Homme et facilitera l'accès aux visas. Nous souhaitons que l'UE renforce



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

son soutien à la société civile dans son ensemble, notamment par la mise en place d'un financement durable. La répression multinationale exercée par les régimes autoritaires doit être une priorité d'action en matière de protection des droits de l'Homme.

PAS DE PAIX SANS FEMMES : POUR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE

Les femmes et les groupes marginalisés du monde entier souffrent d'un accès limité au pouvoir. La mise en œuvre d'une politique étrangère féministe permettra de mettre l'égalité des sexes et la sécurité humaine au cœur de la politique étrangère et de sécurité. Si chaque citoyen et citoyenne peut jouer un rôle égal dans la vie politique, sociale et économique, nos sociétés n'en seront que plus pacifiques et plus prospères.

Le Parti Vert Européen fera pression en faveur d'une politique étrangère féministe déployée à l'échelle de l'UE, qui permette de mettre en œuvre des stratégies intersectionnelles. Nous devons garantir la participation politique et civique des filles, des femmes et des groupes marginalisés, ainsi qu'une éducation inclusive de qualité pour les filles et les jeunes femmes. Nous devons faire de l'autonomisation économique des filles, des femmes et des groupes marginalisés un objectif clé de la politique étrangère, ce qui passe notamment par la création d'un fonds destiné à soutenir les organisations féministes locales.

PAS D'EXPORTATIONS D'ARMES VERS LES DICTATEURS ET LES RÉGIMES AUTORITAIRES

Les dépenses mondiales en armement n'ont jamais atteint des niveaux aussi élevés. Elles ne cessent d'augmenter depuis 2015. Nous plaçons en faveur du contrôle des armes nucléaires et conventionnelles, ainsi que du désarmement. Nous réclamons notamment l'interdiction des systèmes d'armes létales autonomes et soutenons le traité sur l'interdiction des armes nucléaires et sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous plaçons en faveur de la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques. Nous réclamons une politique d'exportation des armes au niveau de l'UE interdisant les exportations d'armes vers les régimes autoritaires, les dictatures et les auteurs de violations des droits de l'Homme, tout en soutenant les pays qui se défendent contre les agresseurs. Des mécanismes globaux de contrôle des exportations d'armes vers tous les partenaires doivent être mis en place.

GARANTIR LA JUSTICE ET LE DÉVELOPPEMENT GRÂCE AU PACTE VERT MONDIAL

L'Union européenne doit se servir de son influence, de son pouvoir et de ses ressources pour construire une justice mondiale et mettre en œuvre le pacte vert mondial. L'intensification de la crise climatique compromet la paix et la prospérité, partout dans le monde. L'avenir du climat est tributaire d'une action globale et de la fin de la dépendance aux combustibles fossiles.

Pendant des siècles, nous avons exploité les pays du Sud et entravé leur développement en imposant des structures économiques et en exploitant les personnes, les terres et les ressources. La justice mondiale, qui requiert des actions, pas seulement des paroles, est une responsabilité éthique mais également une nécessité géopolitique.

Nos propositions combinent partenariats internationaux et réforme du commerce, en incluant la mise en place d'une coopération internationale juste et des initiatives humanitaires. Elles s'inscrivent dans notre engagement en faveur de la justice mondiale et des Objectifs de développement durable, ainsi que dans notre conscience de l'héritage persistant du colonialisme.

RECONNAÎTRE NOS RESPONSABILITÉS GRÂCE À LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE

Nous souhaitons placer la diplomatie climatique au cœur des relations entre l'UE et ses partenaires mondiaux. L'UE doit reconnaître la responsabilité des pays européens, qui ont contribué à placer les pays du Sud en première ligne de la crise climatique. Comme le prévoit l'Accord de Paris sur le



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

climat, l'UE doit honorer ses engagements en matière de financement international pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, conformément à sa juste part, et prendre des engagements pluriannuels à l'égard du nouveau Fonds pour les pertes et dommages. L'UE peut ouvrir la voie en créant des coalitions climatiques très ambitieuses sur les priorités d'investissement, sectorielles et technologiques en matière de décarbonation.

Nous nous battons pour garantir la cohérence de l'ensemble des politiques internes afin de refléter leurs implications globales, en instaurant un contrôle législatif pour vérifier comment ces politiques permettent d'atteindre les Objectifs de développement durable et évitent toute retombée négative sur la capacité des pays tiers à les atteindre. Le Parti Vert Européen va au-delà du principe d'innocuité. En collaboration avec nos partenaires, nous utiliserons tous les moyens disponibles pour améliorer la vie des personnes et lutter contre la crise climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement. Nous continuerons à faire pression pour une reconnaissance internationale du crime d'écocide.

LES PARTENARIATS DU PACTE VERT AU SERVICE DE LA JUSTICE MONDIALE

Nous encourageons l'UE à établir des partenariats avec les pays, les régions et les acteurs de la société civile afin de soutenir l'établissement d'un pacte vert à l'échelle mondiale grâce aux investissements, à l'accès à la technologie et à l'expertise. Nous souhaitons que l'UE façonne et partage le développement technologique et les cadres économiques du monde décarboné, notamment en facilitant le transfert de technologies vers les pays du Sud.

Nous devons considérer les initiatives telles que la stratégie "Global Gateway" ou les partenariats pour une transition énergétique comme des outils essentiels pour ouvrir la voie à un développement vert et résilient, avec différents partenaires et régions. L'UE doit s'efforcer de débloquer autant d'investissements pour soutenir la transition écologique à l'échelle mondiale qu'elle ne le fait à l'échelle européenne.

POUR UNE JUSTICE EN MATIÈRE DE RESSOURCES, CONTRE L'EXTRACTIVISME

Les pays du monde entier doivent bénéficier équitablement de la transition écologique, afin d'éviter que cette dernière ne se transforme en une course qui exclut les pays du Sud. Dans le même temps, l'UE ne peut satisfaire ses besoins immédiats en métaux et autres ressources sans accéder à de nouveaux matériaux. C'est pourquoi l'UE doit accélérer sa transition vers une économie entièrement circulaire, afin de réutiliser les matériaux le plus longtemps possible et d'atteindre des objectifs ambitieux en matière de réduction des ressources. En outre, elle doit permettre aux pays riches en ressources d'extraire, de traiter et de recycler les matières premières, tout en donnant la priorité à une approche "pour les personnes et la planète" qui protège les droits des communautés, notamment ceux des populations autochtones, de la nature et de la biodiversité.

Nous devons soutenir les pays du Sud afin que les extractions puissent y être effectuées dans les mêmes conditions qu'au sein de l'UE. Les besoins en ressources de l'UE ne doivent pas exacerber les inégalités existantes, ni les injustices climatiques et environnementales. Notre approche de la suffisance, soutenue par des objectifs de réduction et de recyclage au sein de l'UE, contribuera à réduire l'impact considérable du secteur minier mondial sur les violations des droits de l'Homme, la destruction de l'environnement et le climat.

La justice en matière de ressources implique également de cesser de déverser nos déchets dans les pays du Sud. Il est donc important d'adopter des critères clairs en ce qui concerne la fin de vie des déchets à l'échelle de l'UE, notamment pour les plastiques et les textiles, afin que les déchets ne soient pas considérés comme des biens de seconde main. Cette mesure permettrait également de stimuler le développement d'activités, de compétences et de capacités en matière de recyclage au sein de l'UE. Nous exigeons la mise en place d'une stratégie d'achat collectif et d'une coopération en



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

ce qui concerne les éléments de terres rares. Les industries les plus concernées par la transition écologique doivent utiliser ces outils en priorité.

LA DÉCOLONISATION, C'EST MAINTENANT !

L'héritage de l'ère coloniale pèse encore lourdement sur les relations entre certains pays européens et leurs anciennes colonies. Il se traduit par une répartition inégale des richesses dans le monde, des dépendances économiques persistantes, des structures économiques injustes et un manque de représentation au sein des institutions européennes comme à l'échelle mondiale. Nous encourageons l'UE à prendre ses responsabilités en ce qui concerne son rôle historique dans les crimes du colonialisme et l'héritage qui en découle.

Nous recommandons un examen approfondi, complet et inclusif de l'héritage colonial de l'Europe afin de garantir la réparation, qui peut être matérielle ou symbolique, ainsi que l'obligation de rendre compte des crimes passés. Nous soutenons la demande de restitution des objets culturels. Nous aspirons à corriger les clauses défavorables des accords commerciaux et encourageons les réformes des banques de développement. L'UE et ses États membres doivent œuvrer en faveur d'une restructuration et d'un allègement de la dette pour les pays les plus touchés. Les aides publiques au développement doivent être réparties en consultation avec les partenaires et la société civile, tout particulièrement à l'échelle locale. Elles doivent permettre de satisfaire les besoins locaux. Pour dépasser cette position post-coloniale, l'UE ne doit pas, par son action extérieure, faire passer les intérêts européens ou ceux des entreprises européennes avant ceux de ses partenaires.

DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT À UNE TRANSITION ÉQUITABLE GLOBALE

L'Europe doit augmenter les flux de l'aide publique au développement, telle que définie par l'OCDE, pour atteindre au moins 0,7% du revenu national brut des États membres. Les politiques de coopération internationale et de développement doivent suivre une approche décoloniale et antiraciste.

Guidés par les Objectifs de développement durable, nous souhaitons mieux coordonner les initiatives durables menées à l'échelle locale et augmenter le financement de la société civile, conformément à la recommandation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, en évitant le double emploi et le gaspillage des ressources. Nous suivrons une approche détaillée pour examiner et aligner le budget alloué à la coopération internationale de l'UE sur l'Agenda 2030, en nous concentrant sur la justice mondiale, la lutte contre les inégalités et en veillant à ce que la majeure partie de l'aide publique au développement soit orientée vers des besoins prioritaires tels que les services publics et les services sociaux élémentaires, ainsi que la transparence en ce qui concerne la participation du secteur privé. L'UE doit convoquer à nouveau la plateforme multipartite sur les Objectifs de développement durable.

Nous visons à promouvoir les connaissances et les initiatives locales pour soutenir le développement des cycles économiques et des systèmes de sécurité sociale. À cette fin, nous souhaitons poursuivre le développement de la coopération européenne existante en concertation avec nos partenaires. Nous refusons de lier l'aide et l'assistance internationales à des accords de migration. Nous devons maintenir et surveiller de près l'intégrité de la coopération en matière d'aide au développement.

ÉLIMINER LA FAIM DANS LE MONDE : LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE POUR TOUS

Les multiples crises de notre époque, en particulier la crise climatique, soulèvent des défis existentiels en matière de sécurité alimentaire dans le monde entier. Pour éliminer la faim dans le monde, l'UE doit œuvrer en faveur d'un système alimentaire mondial durable et résilient, tout en contribuant à la mise en œuvre du droit à l'alimentation. L'UE doit donner la priorité aux approches



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

agroécologiques et aligner sa propre politique alimentaire et commerciale sur les principes de la souveraineté alimentaire mondiale et de l'agriculture respectueuse du climat.

SOUTENIR LA JUSTICE MONDIALE GRÂCE AU COMMERCE DURABLE

Le modèle actuel de la plupart des accords de libre-échange de l'UE, tels que l'accord entre le Mercosur et l'Union européenne, profite principalement à l'agro-industrie et aux multinationales. Il n'aborde pas de manière adéquate les impacts du commerce sur le plan socio-économique et de la durabilité. La politique commerciale de l'UE n'est pas suffisamment alignée sur le pacte vert. Le Parti Vert Européen croit en un système commercial mondial fondé sur l'équité, qui façonne la mondialisation pour le meilleur et qui fasse du bien-être humain une priorité. Nous pensons qu'il est nécessaire de réorienter la politique commerciale de l'UE en faveur du développement durable et d'une meilleure protection des droits de l'Homme. L'UE ne devrait conclure de nouveaux accords commerciaux qu'avec les pays qui appliquent l'Accord de Paris.

Les partenariats verts et le nouveau système de tarification du carbone de l'UE (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières, MACF) peuvent garantir la mise en œuvre d'une concurrence équitable en faisant de la décarbonation et de la protection de l'environnement un effort commun. Pour que le MACF soit efficace et équitable, il doit être assorti d'une hausse des dépenses de l'UE en faveur de l'action climatique dans les pays à faible revenus.

Le Parti Vert Européen a introduit et promu avec succès une législation sur le devoir de diligence, la déforestation et l'absence de travail forcé sur les chaînes d'approvisionnement, qui permet d'établir des normes relatives aux importations dans l'UE. Les entreprises multinationales qui opèrent en UE doivent être tenues responsables du respect de ces normes et payer leur juste part d'impôts à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE. Nous poursuivrons nos efforts grâce à la mise à jour de la directive sur les marchés publics et à l'instauration d'une nouvelle pratique commerciale déloyale pour le secteur textile.

Nous devons rééquilibrer le système mondial des droits de propriété intellectuelle pour garantir l'accès des pays du Sud aux technologies clés, notamment en matière de santé et de décarbonation. Le Parti Vert Européen agira en faveur de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce pour soutenir une transition juste et globale.

REMODELER LES ACCORDS COMMERCIAUX POUR PROTÉGER LES DROITS SOCIAUX, L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT

Le Parti Vert Européen fera pression pour remodeler les accords de commerce et d'investissement bilatéraux, en ajoutant des dispositions contraignantes et sanctionnables en matière de durabilité. Plus précisément, l'Accord de Paris, le Cadre Mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal, les Objectifs de développement durable et les conventions fondamentales de l'OIT doivent devenir des aspects incontournables de nos accords commerciaux. Ils doivent être ancrés horizontalement dans tous les chapitres des accords commerciaux, des matières premières et de l'agriculture jusqu'aux marchés publics.

Les évaluations d'impact des accords commerciaux doivent également tenir compte des droits de l'Homme, du genre, de la biodiversité et du bien-être animal. Le principe de précaution doit être pleinement respecté et les normes de l'Organisation internationale du travail pleinement mises en œuvre. Des engagements préalables à la ratification, un vote du Parlement européen sur le mandat et une transparence totale doivent garantir la légitimité démocratique et l'inclusion de la société civile et des syndicats.

Nous nous battons pour mettre fin à la protection des investissements envers les combustibles fossiles et pour soutenir les investissements durables. Le retrait de l'UE du traité sur la Charte de l'énergie, nocif pour le climat, est un succès majeur. Tous les accords d'investissement doivent respecter pleinement le droit de réglementer. Nous recommandons de mettre fin aux mécanismes



PARTI VERT EUROPÉEN – MANIFESTE 2024

de règlement des différends entre investisseurs et États et de les remplacer par un système multilatéral de tribunaux d'investissement.

Les règles commerciales ne doivent pas entraver l'action en faveur du climat, ni limiter notre capacité à mettre en œuvre des politiques sociales et environnementales. Au contraire, le commerce doit faire partie intégrante des efforts déployés pour limiter les émissions, favoriser la transition vers des technologies "net-zéro" et mettre fin à la dégradation de l'environnement. Nous devons faciliter le commerce de biens et de services durables, afin d'en faire baisser le prix et d'en accroître la disponibilité. Tout produit qui ne correspond pas aux normes de sécurité de l'UE est également trop dangereux pour être utilisé dans d'autres pays. Les biens qui sont interdits à la vente au sein de l'UE ne doivent pas être exportés vers des pays tiers.

Nous souhaitons promouvoir la souveraineté alimentaire et donner la priorité aux chaînes d'approvisionnement alimentaires locales et régionales. Les accords commerciaux ne doivent pas perturber ou compromettre les environnements de production locaux ou régionaux, qui sont précieux pour l'environnement. Les citoyens et citoyennes de l'UE sont en droit d'exiger que les produits alimentaires importés respectent les règles internationales et européennes, notamment en ce qui concerne les normes en matière d'exigences phytosanitaires, d'antibiotiques et de bien-être animal.

La libéralisation des échanges doit s'accompagner de mesures visant à limiter les subventions néfastes pour l'environnement, notamment celles accordées aux combustibles fossiles. Les accords commerciaux doivent inclure des mesures pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et les autres subventions nuisibles à l'environnement.

RENDRE LE COMMERCE ÉQUITABLE POUR TOUS

Le Parti Vert Européen agit en faveur de stratégies qui permettent d'intégrer les principes du commerce équitable dans les principales politiques européennes relatives à la production, à la consommation et au commerce, notamment en promouvant des revenus et des salaires décents, des décisions inclusives qui tiennent compte des petits exploitants agricoles, des artisans et des travailleurs, et en soutenant des mesures pour réduire l'utilisation des pesticides dans les pays tiers. Nous encourageons les entreprises à adopter des pratiques d'achat durables et à adapter leur modèle de manière à différencier le succès économique de l'exploitation dans les chaînes d'approvisionnement, en promouvant notamment de modèles d'entreprise axés sur l'énoncé de missions.



With the financial support of the European Parliament. Sole liability remains with the author.

